COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 47 (10 Frs) 24 AVRIL 1993

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

(RAPPORT POLITIQUE SUR LA SITUATION FRANÇAISE, PREPARATOIRE A LA VIIe CONFERENCE (29-30-31 MAI 1993) DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE)

APRES LES ELECTIONS DES 21 ET 28 MARS, L'URGENCE :

FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES (PARTIS ET SYNDICATS) CONTRE LE GOUVERNEMENT RPR-UDF ET SA POLITIQUE

UNE ETAPE POLITIQUE TERMINEE, UNE AUTRE COMMENCE

Les élections, à moins de se dérouler dans un pays où le régime politique de domination de classe de la bourgeoisie est de nature totalitaire, donnent une image des rapports politiques, des rapports entre les classes dans le pays où elles ont lieu. Elles sont un des résultats de la lutte des classes et un facteur plus ou moins important de son développement. Il en est ainsi dans un système politique comme celui de la Ve République, comme dans un système politique parlementaire. Tout simplement parce que la Ve République n'a pu supprimer l'ensemble des libertés démocratiques compatibles avec la domination de classe de la bourgeoisie, notamment le droit pour le prolétariat de s'organiser, d'avoir ses organisations de classe (partis et syndicats), d'en constituer de nouvelles, le droit d'être politiquement représenté dans des assemblées telle l'Assemblée Nationale.

L'élection du président de la République confère à la Ve République son caractère bonapartiste. C'est néanmoins un bonapartisme bâtard qui ne peut se passer d'une couverture parlementaire, car il n'a pu détruire les organisations ouvrières et les libertés démocratiques qui viennent d'être évoquées. Ce que font de cela les partis et syndicats ouvriers, la politique qu'ils pratiquent est une autre chose. Se situant sur le terrain de la défense du régime capitaliste, de l'Etat bourgeois, ils s'adaptent à la forme politique bonapartiste de la Ve République, la confortent et concourent à soumettre le prolétariat, la jeunesse aux besoins de la bourgeoisie et au fonctionnement de son système politique en place.

Les élections à l'Assemblée Nationale peuvent permettre au prolétariat de se rassembler, d'affirmer sa puissance, de stimuler son combat contre la bourgeoisie ou au contraire exprimer son désarroi politique, le faire refluer, consolider le pouvoir bourgeois. Elles peuvent être à la fois un aboutissant et un nouveau point de départ de la lutte des classes.

Comme il était prévisible, les élections des 21 et 28 mars à l'Assemblée Nationale ont clos une étape politique en France : celle qui a commencé le 10 mai 1981 avec l'élection de François Mitterrand, alors principal dirigeant du PS, à la présidence de la République et avec l'élection à l'Assemblée Nationale, les 14 et 21 juin 1981, d'une majorité de députés du PS et du PCF. Une nouvelle étape commence. Son point de départ est marqué par l'élection d'une majorité écrasante de députés du RPR et de l'UDF à l'Assemblée Nationale. Pour apprécier ce tournant il est indispensable d'analyser les résultats des élections des 21 et 28 mars 1993 en les comparant à ceux d'élections précédentes et d'abord à ceux des élections des 5 et 12 juin 1988. Pourquoi prendre d'abord comme point de comparaison celles de 1988 ? Tout simplement parce que ce sont les dernières (ou plutôt maintenant les avant-dernières) de ce genre et, qui plus est, où le mode d'élection était également le scrutin de circonscription majoritaire à deux tours. Il est également politiquement intéressant de faire la comparaison entre les résultats des élections législatives qui ont eu lieu les 14 et 21 juin 1981 et celles des 21 et 28 mars 1993, car les premières marquent le point de départ d'une étape politique en France et les deuxièmes la fin de cette étape en même temps que le point de départ d'une autre.

Pour établir ces comparaisons, les lecteurs de CPS trouveront, à la suite de cet article, quatre tableaux. Le premier porte sur les élections législatives de mars 1993 (1er tour), le second sur celles de juin 1988 (1er tour) le troisième sur la comparaison entre le nombre de sièges obtenus à l'issue du deuxième tour de 1988 et celui obtenu à l'issue du deuxième tour de 1993, le quatrième sur les résultats des élections de juin 1981 (1er tour).

VICTOIRE ELECTORALE DE LA BOURGEOISIE

On constate :

◆ le pourcentage des exprimés est plus important en 1993 qu'il n'était en 1988 (+ 0,9 %). Or, des électeurs qui avaient voté PS ou PCF en 1988 ont rejoint ceux qui s'étaient déjà abstenus en 1988. Il faut donc qu'un contingent important d'abstentionnistes de 1988 ait voté en 1993 pour les partis bourgeois, bien que ce qui est qualifié d'EXG (extrême gauche) ait gagné 1,41 % par rapport aux exprimés et 0,93 % par rapport aux inscrits. A ce propos, il faut signaler que la loi sur le financement des partis permettait à ceux qui présentaient un nombre de candidats suffisant de faire quelques bénéfices, ce qui a favorisé le nombre de ces candidatures.

◆ Au contraire de ce que prétendent les dirigeants du PCF, ce parti continue à perdre : comparé à 1988 — 2,14 % par rapport aux exprimés et — 1,29 % par rapport aux inscrits.

◆ L'écrasante défaite du PS, comparé à 1988 : — 17,17 % par rapport aux exprimés et — 10,9 % par rapport aux inscrits. Il a donc perdu : 49,39 % de son électorat par rapport aux exprimés et 48,7 % par rapport aux inscrits.

◆ Ensemble, le PS et le PCF (partis ouvriers) et ce qui est qualifié de "EXG" totalisaient en 1988 : 46,44 % des suffrages exprimés et 29,89 % des inscrits. En 1993, ils ont totalisé 28,54 % par rapport aux exprimés et 18,62 % par rapport aux inscrits. Soit une perte de 38,54 % de leurs voix par rapport aux exprimés et 37,7 % de leurs voix par rapport aux inscrits.

◆ L'ensemble des organisations et partis bourgeois n'obtenait en 1988 que 53,41 % des exprimés et 34,41 % des inscrits. En 1993 cet ensemble obtient 71,38 % des exprimés et 44,57 % des inscrits. Soit une progression de 33,64 % de leurs voix par rapport aux exprimés et 29,53 % par rapport aux inscrits.

◆ En 1988 le RPR + l'UDF + divers droite totalisaient 40,51 % des exprimés et 26,09 % des inscrits. En 1993 ils totalisent 44,18 % des exprimés et 28,85 % des inscrits. Soit une progression de 3,67 % de leurs voix par rapport aux exprimés et 2,76 % par rapport aux inscrits.

◆ En 1988 l'ensemble RPR + UDF + divers droite + FN + EXD obtenait 50,33 % des exprimés et 32,42 % des inscrits. En 1993 il obtient 56,86 % des exprimés et 37,12 % des inscrits. Soit une progression de 6,53 % de ses voix par rapport aux exprimés et de 4,7 % par rapport aux inscrits.

Les tableaux sont extrêmement clairs. Traduit en termes de classe : recul considérable des partis d'origine ouvrière, avance importante des partis bourgeois. "Les radicaux de gauche" constituent en effet une organisation bourgeoise, c'est un des débris du parti radical qui a dirigé, presque sans interruption, pendant 50 ans la IIIe République et a joué un rôle important pendant la IVe République. Les "MAJ" (majorité présidentielle) sont des "personnalités" faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie. Les "Génération Ecologie" et "Verts" forment aussi des organisations politiques d'origine bourgeoise dont le programme et la politique n'ont pas grand chose à envier à ceux du RPR et de l'UDF et qui, éventuellement, étaient prêts à participer à un gouvernement de ces deux partis.

Les forces politiques bourgeoises qui joueront un rôle important dans la gestion des affaires de la bourgeoisie au cours de cette législature ne se composent pas seulement du RPR et de l'UDF. A ceux-ci il faut ajouter le FN. Même s'il n'a pas appelé à voter au deuxième tour pour la coalition RPR-UDF et n'a pas d'élus à l'Assemblée Nationale, politiquement il aiguillonne la nouvelle majorité et peut devenir demain une composante d'un possible regroupement situé à l'extrême droite des organisations et partis de la bourgeoisie et en particulier de l'UDF et du RPR en cas de crise de ces formations. A propos du Front National, il faut noter qu'il progresse dans l'ensemble mais surtout dans les secteurs prolétariens où cohabitent Français d'origine et immigrés.

Du nombre des abstentions, des bulletins blancs et nuls au deuxième tour on ne peut pas tirer d'enseignements étant donné que le FN et les écolos n'avaient généralement pas appelés à voter au deuxième tour. De plus, dans la grande majorité des circonscriptions les élus du 2e tour étaient connus dès le 1er tour.

DEFAITE ECRASANTE DU PS...

Aux élections de mars 1993, le Parti socialiste subit une défaite écrasante. Toute la politique que le PS a pratiquée depuis 1981 ne pouvait aboutir qu'à cette défaite. Le régime capitaliste est en crise ouverte depuis 1974-75. L'électorat prolétarien, la jeunesse, ont élu Mitterrand président de la République, une majorité écrasante de députés du PS et du PCF dans l'espoir qu'ils en finiraient avec la crise et satisferaient leurs revendications, répondraient à leurs aspirations. Mais comme l'impliquaient les 110 propositions de Mitterrand sur lesquelles il s'était fait élire — lui, le PS et aussi le PCF se sont toujours situés sur le terrain de la défense du régime capitaliste en crise. Dès lors, d'autant plus que l'impérialisme français est un impérialisme décadent, ils ne pouvaient pratiquer qu'une politique faisant supporter aux masses laborieuses, à la jeunesse, tout le poids de cette crise, de cette décadence. La composition du premier gouvernement, que Mitterrand a formé, a affirmé cette orientation. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau était un gouvernement de "l'Union de la gauche", c'est-à-dire de type Front Populaire. La présence des "radicaux de gauche" dans ce gouvernement signifiait qu'il se situerait dans le cadre de la société et de l'Etat bourgeois.

Les diverses élections qui ont suivi celles de 1981 ont montré que le prolétariat et la jeunesse désavouaient cette politique. Les élections à l'Assemblée Nationale de mars 1986 ont exprimé ce rejet mais encore de façon limitée. Et, grâce à la modification de la loi électorale qui a établi la représentation proportionnelle selon le nombre de voix recueillies par chaque formation (sur le plan départemental et avec beaucoup de limitations), le PS a limité ses pertes en voix et surtout en sièges. Cependant le RPR et l'UDF ont reconquis la majorité à l'Assemblée Nationale, Mitterrand a confié à Chirac le soin de former et de diriger le nouveau gouvernement. L'offensive contre la population laborieuse et la jeunesse s'est accentuée

brutalement. A l'Université le projet de loi Devaquet l'a concrétisé.

La mobilisation des étudiants, le Front Unique qu'ils ont imposé à leurs organisations, la façon dont ils ont organisé leur combat, la ligne politique sur laquelle ils l'ont développé — contre le gouvernement et sa majorité, manifestations à l'Assemblée Nationale — l'écho que ce combat a eu parmi le corps enseignant et toute la classe ouvrière, la crainte que les enseignants contraignent la FEN à appeler à la grève générale, la peur panique, qu'à la suite de l'appel de la direction de la lutte des étudiants aux confédérations syndicales ouvrières, la classe ouvrière rejoigne les étudiants dans le combat, ont obligé le gouvernement Chirac à capituler en annulant le projet de loi Devaquet.

La défaite politique qu'a subi, en novembre-décembre 1986, le gouvernement Chirac a fait rebondir, en quelque sorte, la majorité de mai-juin 1981. Le 8 mai 1988 Mitterrand est réélu président de la République. Il est contraint sous la pression du PS de dissoudre l'Assemblée Nationale élue en 1986 alors qu'il voulait gouverner avec elle. Il déclare qu'il ne serait pas bon qu'un seul parti (lire le PS) ait la majorité absolue en sièges, mais à eux deux, le PS et le PCF l'ont obtenue. (A noter que le RPR et l'UDF ont rétabli en 1986 le scrutin de circonscription majoritaire à deux tours). Clarifiant un peu plus sa politique Mitterrand se prononce pour "l'ouverture au centre". Le "centre" ne répond pas à son appel, sauf quelques "personnalités", les Durafour, Durieux, Soisson et autres, ce qui affirme encore plus la nature bourgeoise des gouvernements que Mitterrand a formés depuis 1988, gouvernements que le PS a dirigés, qui ont été couverts par les députés du PCF, comme par la pratique des appareils syndicaux. Bien entendu la crise du régime capitaliste et la décadence de l'impérialisme français s'aggravant, l'offensive tous azimuts contre le prolétariat et la jeunesse s'est poursuivie et amplifiée.

Les besoins et aspirations des masses, base électorale du PS, et la politique suivie par Mitterrand, les gouvernements qu'il a formés, lesquels ont été dirigés par le PS et couverts par ses députés, étaient antagonistes. De là la défaite électorale que vient de subir le PS.

Mais si le PCF limite ses pertes par rapport à 1988, elles sont considérables par rapport à 1981 (et plus encore par rapport à de précédentes élections). Pour lui aussi c'est une défaite. Les causes en sont plus complexes. Parmi elles la dislocation de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de son appareil international. Mais la politique de soutien ouvert ou masqué des gouvernements que Mitterrand a constitués a été une des causes, et pas la moins importante, de la défaite que le PCF a subie.

...ET DU PROLETARIAT ET DE LA JEUNESSE

Pourtant, se limiter à cette analyse serait rester à la surface des événements, car ces défaites du PS et du PCF sont aussi, dans les conditions où elles se sont produites, des défaites de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Le gouvernement que Balladur dirige est un gouvernement ultra-réactionnaire, de plus aiguillonné par le FN. Pour ne pas le voir il faut être, réellement ou volontairement, politiquement myope. C'est le gouvernement dont la bourgeoisie a besoin dans les circonstances économiques et politiques actuelles. Il prend le pouvoir parce que le PS et le PCF ont, une fois de plus, réussi à faire refluer le prolétariat et la jeunesse. Maintenant le capital doit et peut aller beaucoup plus loin dans les attaques contre eux. Le gouvernement RPR-UDF aiguillonné par le FN est le gouvernement apte à faire faire un saut qualitatif à l'offensive contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. Dire cela ce n'est pas blanchir Mitterrand, le PS, le PCF, les appareils syndicaux, mais apprécier à leur juste mesure les résultats et les conséquences des élections de mars 1993.

C'EST DANS LA NATURE DU PS, DU PCF, DES APPAREILS SYNDICAUX

La véritable question est : pourquoi Mitterrand, le PS, le PCF ont-ils pu appliquer leur politique ? Pourquoi ont-ils pu contenir et faire refluer le prolétariat et la jeunesse ? Le premier élément de réponse c'est que les dirigeants des organisations syndicales ouvrières ont joué le rôle de courroies de transmission de cette politique. Ils ont pris place dans tous les organismes de "participation" où était élaborée, discutée, mise en place et en œuvre la politique gouvernementale de "gestion honnête et loyale" de la société et de l'Etat bourgeois. Leur premier devoir aurait été de rompre tout lien avec une politique et un gouvernement de défense du capitalisme en crise et d'un impérialisme décadent, donc de rompre avec la "participation", de quitter tous les organismes où celle-ci se concrétise. Ils avaient à réaliser le Front Unique afin d'engager le combat pour les revendications de la classe ouvrière, contre ce gouvernement et sa politique, donc contre le patronat. Conformément à leur politique participationniste, ils ont saboté toute lutte efficace (fausses grèves générales, grèves tournantes, actions bidons et folkloriques, manifestations vidées de contenu, détournées d'objectifs réels) comme en auraient eu des manifestations massives à l'Assemblée Nationale pour imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils décident de constituer un gouvernement sans ministres bourgeois, qui satisfasse les revendications des travailleurs dont ils étaient les élus.

Que le PS et le PCF, les appareils syndicaux pratiquent cette politique est dans leur nature. Ils ont fait depuis 1981 ce qu'ils font depuis des décennies en des circonstances semblables : défendre la société et l'Etat bourgeois, se porter au secours de la bourgeoisie lorsqu'elle est en crise et que le mouvement des masses la menace. Pour le savoir il suffit de se souvenir de 1936 et du Front Populaire, de 1944-45 et de "l'Union sacrée" derrière De Gaulle, de 1946-1947 et du tripartisme (MRP-SFIO-PCF), du "produire d'abord", de "la grève est l'arme de classe des trusts", de "la bataille de la production" chers à Thorez, Frachon, Bothereau et autres.

Pour le savoir il suffit de ne pas avoir la mémoire courte. Ces partis, ces appareils ont couvert deux guerres impérialistes mondiales, d'innombrables guerres impérialistes "locales", des expéditions, des interventions coloniales. La social-démocratie a écrasé la révolution allemande. Elle a, entre autres crimes, fait assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebneckt. Les PC ont applaudi aux crimes de la bureaucratie du Kremlin exterminant la génération des révolutionnaires d'octobre 1917

en Russie, à bien d'autres crimes et répressions. Ils y ont participé.

Dès 1914, Lénine déclarait que la IIe Internationale et ses partis étaient morts pour la révolution prolétarienne, que chaque parti social-démocrate (ou socialiste) était devenu un agent de la bourgeoisie de son pays. Il en concluait que, dès lors, il fallait construire la IIIe Internationale. En 1933 c'était Trotsky qui constatait que le Parti Communiste Allemand avait capitulé devant Hitler, que la politique du social-fascisme selon laquelle "la social démocratie était la sœur jumelle du fascisme", dictée par la bureaucratie du Kremlin, avait préparé cette capitulation, qu'aucun parti de l'Internationale Communiste n'avait réagi contre cette politique. Il en concluait : l'Internationale Communiste est définitivement passée du côté de la défense, à l'échelle internationale, de l'ordre bourgeois, il faut construire la IVe Internationale.

L'ALTERNATIVE

Il ne fallait donc rien attendre d'autre de Mitterrand, du PS, du PCF, des appareils syndicaux que la politique qu'ils ont appliquée. L'intêret de ce que Giscard d'Estaing ait été battu électoralement et que Mitterrand ait été élu président de la République, que la majorité RPR-UDF à l'Assemblée Nationale ait été battue et qu'ait été élue une majorité de députés du PS et du PCF résidait en ceci : ainsi s'exprimait électoralement la mobilisation politique de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. L'objectif originel et essentiel de la Ve République était de briser, de détruire le mouvement ouvrier, partis et syndicats ; les masses utilisant les moyens électoraux que la Ve République devait tolérer, élisaient président de la République le principal dirigeant du Parti socialiste et une majorité écrasante de députés membres du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale. Comme toujours elles utilisaient leurs organisations traditionnelles et les moyens politiques dont elles disposaient pour déboucher sur le terrain politique et poser la question du gouvernement, du pouvoir. C'était en cela que consistait l'avancée, la victoire politique remportée sur la bourgeoisie. Le plomb n'était pas pour autant transformé en or, les partis ouvriers liés à la bourgeoisie (partis ouvriers bourgeois) et défendant l'ordre et l'Etat bourgeois en partis ouvriers révolutionnaires. Dès lors l'alternative devenait ainsi que le numéro 45 de CPS, daté du 5 décembre 1992, l'a écrit :

«<u>Première possibilité</u> - L'existence d'une majorité de députés du PS et du PCF servait de point d'appui à une mobilisation des masses exigeant, par leurs propres moyens et méthodes, de cette majorité qu'elle rompe avec la bourgeoisie, qu'elle se déclare souveraine, qu'elle décide de former un gouvernement sans ministres membres d'organisations et de partis bourgeois. Cette mobilisation pouvait commencer, par exemple, par une gigantesque manifestation nationale à l'Assemblée Nationale, à laquelle auraient appelé et qu'auraient organisé les centrales, les fédérations syndicales ouvrières, en vue d'imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils prennent cette décision sans se soucier de la légalité de la Ve République.

<u>Deuxième possibilité</u> - (Inéluctable si la première n'est pas réalisée) : le retour au pouvoir du RPR et de l'UDF avec tout ce que cela signifie.

Pour formuler plus précisément : ou l'engagement d'un processus révolutionnaire ; ou une défaite politique de la classe ouvrière dont l'ampleur ne peut être mesurée a priori».

En 1988 la réélection de Mitterrand à la présidence de la République, d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale, (après l'intermède de 1986-88, la formation du gouvernement Chirac et la défaite politique que lui ont infligée les étudiants en l'obligeant à annuler le projet de loi Devaquet) a revivifié cette alternative.

Mais le PS, le PCF, les appareils des organisations syndicales et aussi les pseudo-organisations trotskystes ont réussi à bloquer la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, à les empêcher d'engager ce combat et de le mener jusqu'au bout. Inéluctablement la deuxième variante de l'alternative devait se réaliser.

«DES LE PREMIER TOUR VOTEZ MITTERRAND» (LA DIRECTION DE L'OCI)

De "Lutte ouvrière" il n'y avait rien à espérer. C'est une secte populiste qui se réclame frauduleusement de Trotsky. Son ancêtre politique et organisationnel s'est prononcé contre la proclamation de la IVe Internationale, contre le programme de transition. Elle s'oppose à la politique de Front Unique.

Dès son origine la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) a été une organisation révisionniste pro-stalinienne, se réclamant de la IVe Internationale, mais ayant répudié son programme et qui était suiviste, dès sa conclusion, de "l'Union de la gauche", jadis activiste. Rien non plus à attendre d'elle.

Ce n'était pas le cas de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI). Elle combattait contre le révisionnisme destructeur et liquidateur de la IVe Internationale, pour la reconstruction de la IVe Internationale. Elle se réclamait de son programme et se prononçait pour le Front Unique des organisations ouvrières (partis et syndicats). Tout au moins officiellement. Mais cette organisation a développé une politique opportuniste. Elle s'est gangrenée politiquement et matériellement et a été infectée à son tour par le révisionnisme. En décembre 1981 elle rassemblait suffisamment de force pour prétendre devenir un Parti jouant un rôle national et ayant une influence de masse. C'est pourquoi elle s'est transformée en Parti Communiste Internationaliste. Mais ce parti, sur la ligne que sa direction lui a imprimée a disparu. En novembre 1991 il s'est dissout dans un prétendu "Parti des Travailleurs", instrument politique que, manifestement, l'appareil de la confédération FO manipule.

Quelques moments importants de cette dégénérescence. La direction de l'OCI a fait fi de ce que Trotsky écrivait en 1932 à propos de l'élection à la présidence de la République allemande. Comme c'est le cas en France depuis 1962, en application de la constitution de Weimar, cette élection avait lieu sur deux tours au suffrage universel. En Allemagne en 1932, la situation politique était dramatique : Hitler et ses hordes étaient aux portes du pouvoir. S'il est un pays où la

question du Front Unique des organisations ouvrières a été, à un moment donné, d'une urgence absolue, c'est bien en Allemagne en 1932. S'il est un pays à propos duquel Trotsky et les trotskystes ont combattu pour le Front Unique des organisations ouvrières afin de combattre la montée hitlérienne, c'est bien l'Allemagne du début des années 30. Sous le prétexte de travailler à la réalisation de ce Front Unique, en l'occurrence du Front Unique entre le SPD et le PCA, certaines organisations naviguant entre ces deux partis, frottées légèrement de "trotskysme" proposèrent de militer pour une candidature unique SPD-PCA. Voici ce que Trotsky répondit :

> *«L'idée de faire proposer le candidat à la présidence par le Front Unique ouvrier est une idée radicalement erronée. On peut proposer un candidat seulement sur la base d'un programme défini. Le parti n'a pas le droit de se refuser, au cours de l'élection, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses propres forces. La candidature du parti, opposée à toutes les autres candidatures, ne saurait empêcher en aucun cas l'accord avec les autres organisations pour les buts immédiats de la lutte».*

Imitant les groupes semi-staliniens, semi-social-démocrates de l'Allemagne de 1932, dont le langage à propos du Front Unique était teinté de "trotskysme", la direction de l'OCI décida en 1981 d'appeler à voter dès le premier tour pour Mitterrand et de faire campagne pour qu'il devienne, dès ce premier tour, le candidat unique des organisations ouvrières, cela sous prétexte qu'il fallait "battre Giscard". C'était faire preuve d'un opportunisme foncier. L'OCI aurait dû au contraire tenter de présenter son propre candidat pour qu'il déploie le drapeau de la IVe Internationale, qu'il défende son programme et la politique de l'OCI, laquelle devait être orientée sur l'axe de la lutte pour un gouvernement ouvrier. Cette politique devait inclure : au premier tour il est normal que les organisations et partis ouvriers présentent chacun leur candidat lequel défendra le programme, la politique de la formation qui le présente ; mais dès ce premier tour chacun de ces candidats doit appeler la population laborieuse, la jeunesse à voter massivement au deuxième tour pour le candidat de la formation ouvrière arrivée au premier tour en tête des candidats des organisations et partis ouvriers ; au deuxième tour il faut battre le candidat des organisations et partis bourgeois restant en lice, vraisemblablement Giscard.

Il était possible que, compte tenu des conditions restrictives incluses dans la loi sur le droit de présenter des candidats aux élections à la présidence de la République, l'OCI n'ait pas pu en présenter un en 1981. L'orientation de l'OCI ne devait pas pour autant varier sur le fond. Elle devait dire : la loi empêche l'OCI de présenter son propre candidat à l'élection présidentielle ; dans ces conditions elle appelle à voter au premier tour pour le candidat de l'organisation, du parti ouvrier de votre choix ; exigez de lui qu'il s'engage, dès le premier tour, à appeler à voter au deuxième tour pour le candidat des formations ouvrières arrivé en tête au premier tour ; au deuxième tour il faut battre le candidat des organisations et partis bourgeois restant en lice, vraisemblablement Giscard.

En même temps l'OCI aurait dû mener une campagne politique, aussi intensive que le lui permettait ses moyens, exposant son programme et sa politique, caractérisant pour ce qu'elles étaient les 110 propositions de Mitterrand, sa politique et celle du PS, la politique du PCF, comme celles d'autres formations se réclamant de la classe ouvrière, voire du "trotskysme". L'axe de la politique de l'OCI aurait dû être : rupture avec la bourgeoisie, Front Unique des organisations ouvrières (partis et syndicats), pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois, dans la perspective d'un authentique gouvernement véritablement ouvrier.

En prenant la position qu'elle a prise la direction de l'OCI a couvert la politique bourgeoise de Mitterrand et du PS. Elle a roulé pour eux. Ensuite l'OCI (puis le PCI) a pratiqué une politique de "soutien critique" au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau, gouvernement de "l'Union de la gauche". Le prétexte invoqué ? "Les masses considèrent ce gouvernement comme étant leur gouvernement". Ce qui était faux. Mais à supposer que cela eût été vrai, il fallait d'autant plus lancer les mots d'ordre : députés du PS et du PCF, vous avez la majorité à l'Assemblée Nationale ; rompez avec la bourgeoisie ; déclarez que vous êtes souverains ; constituez un gouvernement sans ministres représentants des organisations et des partis bourgeois, ou membre du personnel politique de la bourgeoisie. C'est la condition première, bien qu'insuffisante, pour que vous formiez un gouvernement qui réponde positivement aux besoins et aspirations du prolétariat et de la jeunesse. Sur ces mots d'ordre toute une politique, se servant comme d'un levier de l'existence d'une majorité de députés du PS et du PCF pour la mobilisation des masses, pour leur ouvrir la voie de la submersion et du dépassement du PS et du PCF vers un authentique gouvernement ouvrier, pouvait être mise en œuvre. Elle se serait située sur l'orientation : *«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller vers le socialisme».*

A LA GAUCHE DE "L'UNION DE LA GAUCHE"

En décembre 1981, au terme de son XXVIe congrès, l'OCI avait décidé de reprendre l'appellation de "Parti Communiste Internationaliste" (PCI). Les conditions pour la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire étaient en effet réunies — l'OCI avait organisé une force militante suffisante, la situation politique le permettait —. Encore fallait-il appliquer une orientation politique qui ouvre une issue à la classe ouvrière à partir des conditions politiques existantes. Il fallait tout simplement être fidèle au programme de transition "l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale" dont formellement l'OCI devenue PCI se réclamait.

> La tâche centrale de la IVe Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IVe Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.
>
> Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la IIe et de la IIIe Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisembla-

Mais en mai-juin 1982, alors que le gouvernement de "l'Union de la gauche" s'engageait ouvertement dans la politique "d'austérité", l'orientation de la direction du PCI était synthétisée en un titre d'"Informations ouvrières" : "Le gouvernement à la croisée des chemins". Comme si un gouvernement bourgeois, comprenant des représentants d'organisations politiques bourgeoises, des "personnalités" membres du personnel politique de la bourgeoisie pouvait s'engager sur un autre chemin que celui de la défense des intérêts de la bourgeoisie. Le 2 décembre 1983, encore, la direction du PCI organisait un meeting au chapiteau Balard à Paris. La banderole dominant la tribune, résumant sa politique, proclamait :

CONTINUER AINSI
NOUS CONDUIRAIT TOUS A LA RUINE

FRONT COMMUN
POUR FAIRE ABOUTIR
LES REFORMES INDISPENSABLES
PCI

Le *"continuer ainsi"* faisait évidemment référence au gouvernement de "l'Union de la gauche". Pas question de rupture avec la bourgeoisie, de gouvernement sans ministres bourgeois, de gouvernement de Front Unique du PS et du PCF. Derrière cette formule il y avait toujours l'idée que le gouvernement était à "la croisée des chemins". *"Nous conduirait tous à la ruine"*. Qui "tous" ? Et de quelle "ruine" s'agissait-il ? Quel était donc ce mystérieux *"Front commun"* substitué au Front unique des organisations ouvrières (partis et syndicats) ? Pour *"aboutir"* à quoi ? Aux *"réformes indispensables"* ? Quelles "réformes" ? De plus de simples "réformes" auraient donc suffi alors que pour en finir avec la crise, satisfaire les revendications du prolétariat et de la jeunesse, répondre à leurs besoins et aspirations, il est "indispensable" de détruire l'Etat bourgeois, de constituer l'Etat ouvrier, d'exproprier de la possession des moyens de production et d'échange la bourgeoisie, d'établir et de réaliser sous contrôle ouvrier un plan de production.

DE LA "LIGNE DE LA DEMOCRATIE" A LA LIQUIDATION DU PCI

Cette politique a saboté les possibilités de construire un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire jouant un rôle national et profondément implanté dans le prolétariat et la jeunesse. Le PCI a stagné, puis rapidement il a reculé. C'est alors que les dirigeants du PCI ont eu une révélation. Une nouvelle terre promise leur est apparue "la démocratie". Nouveaux prophètes ils ont prêché un nouvel évangile : "la ligne de la démocratie". Au combat pour le gouvernement ouvrier ils ont substitué le mirage d'une démocratie et d'un parlementarisme "pur" : la "Constituante souveraine" qui *«établira la démocratie dont le peuple définira la forme et le contenu»*. Voilà l'objectif.

Les sources de l'inspiration des nouveaux prophètes n'étaient malheureusement pas très "pures". Les nouveaux croisés exprimaient le rêve de l'appareil de FO : revenir à la belle période de la IVe République. Bien qu'à défaut il s'accommode de la Ve République, pour peu que ses gouvernements aient besoin des appareils bureaucratiques et leur laissent un espace. A la vérité, les dirigeants du PCI, sous une nouvelle appellation, pratiquent une vieille politique, celle que pratiquent depuis longtemps les dirigeants d'organisations ouvrières lorsqu'ils s'adaptent à la société bourgeoise, à l'Etat bourgeois.

La "ligne de la démocratie" devait nécessairement s'accompagner d'une pratique liquidatrice du PCI. Au 28e congrès (Pâques 1984), sa direction l'épurait des opposants à cette orientation. La même année, elle fondait un "Mouvement pour un Parti des Travailleurs". Il lui fallut attendre novembre 1991 pour proclamer ce soi-disant parti et dissoudre le PCI. Le prétendu "Parti des travailleurs" est dirigé de facto par une poignée de membres de l'appareil FO dont certains sont en semi-retraite, et par quelques dirigeants de l'ex-PCI. Ses troupes se réduisent, pour l'essentiel, à ce qu'il reste de militants de ce parti désormais dissout. Depuis près de dix ans, les partisans de la constitution du "PT" présentent des candidats aux diverses élections. Aux élections de mars 1993 à l'Assemblée Nationale, le "PT" a présenté 75 candidats. Les résultats sont accablants : dans l'ensemble des circonscriptions où le PT a présenté des candidats, il obtient 1,37 % des suffrages exprimés et 0,88 % des inscrits. Cela veut dire qu'après dix ans de militantisme pour "le Parti de la démocratie", ce "parti" n'a aucune réalité et influence à l'échelle nationale et cela à un moment où, par suite de la politique de défense du régime capitaliste en crise, c'est par millions et par millions que les électeurs des années 1981 et 1988 du PS et du PCF ont cessé de voter pour eux, c'est par dizaines de milliers que des militants de ces partis les ont quittés.

Le drame de cette affaire est que la seule organisation qui pouvait ouvrir une perspective politique au prolétariat et à la jeunesse a dégénéré et qu'elle a, au contraire, contribué à leur boucher tout horizon. Jusqu'en 1984 environ, la direction du PCI s'est comportée en "aile gauche" de "l'Union de la gauche" et de son gouvernement. Adoptant officiellement "la ligne de la démocratie", elle l'a entrecroisée d'ultra-gauchisme, tout en refusant, par exemple, de mener campagne pour qu'en

Front Unique les organisations syndicales appellent à une gigantesque manifestation à l'Assemblée Nationale et l'organisent. Ainsi elle a pris en charge des "manifestations" que seul le Front unique des centrales syndicales pouvait organiser efficacement, tout en les dévoyant quant à leurs objectifs. Ou encore elle a refusé d'appeler à voter au deuxième tour d'élections, pour le PS ou le PCF contre les partis bourgeois : mettant ainsi un signe égal entre le PS, le PCF et l'UDF, le RPR, le FN.

En conséquence : il n'existe pas aujourd'hui de pôle politique auquel de jeunes travailleurs et étudiants, de véritables militants ouvriers ayant rompu avec le PS et le PCF, puissent se rallier ; la méfiance à l'égard de toute organisation politique s'est considérablement accrue. Les élections de mars à l'Assemblée Nationale en témoignent : par millions, travailleurs et jeunes ayant la sensation d'être devant un vide politique se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul.

Si depuis 1981 le PCI avait combattu sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie, du Front Unique des partis ouvriers, d'un gouvernement PS-PCF sans ministres représentants de la bourgeoisie, s'il avait ouvert la voie vers la constitution d'un gouvernement ouvrier, les rapports politiques ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui. Il suffit de se rendre compte ce qu'aurait signifié qu'un Parti ouvrier révolutionnaire obtienne seulement de 5 à 7 % des voix à ces élections pour comprendre que tous les rapports politiques à l'intérieur du prolétariat et de la jeunesse auraient été bouleversés. Alors la défaite du PS n'aurait pas été une défaite pour la classe ouvrière car un tel pourcentage aurait signifié qu'un Parti Ouvrier Révolutionnaire se construisait, gagnait une influence de masse et qu'il ouvrait une issue au prolétariat et à la jeunesse. A son tour ce résultat aurait donné une puissante impulsion à cette construction et directement à la lutte de classe du prolétariat.

RENFORCER L'ETAT BOURGEOIS

Selon "Libération" du 9 avril, le 8 avril, dans l'exposé de sa politique à l'Assemblée Nationale, le nouveau premier ministre Edouard Balladur *«a soigneusement poli la plate-forme de gouvernement de sa majorité — qui déjà offrait peu d'aspérité — pour en offrir au peuple de droite et de gauche une version lisse et parfaitement ronde. Rien ne dépasse, ni en creux, ni en bosse»*. Et d'affirmer qu'elle ne contient rien de vraiment neuf dans ses axes fondamentaux. *«Ni l'Europe, ni le mariage franc-mark auquel il tient, ni la nécessité de moderniser l'économie du pays, ni la promesse de "sauver" les systèmes de protections sociale, ni la lutte contre le chômage, ni l'appel à la raison des Français qui, depuis-longtemps-ont-compris-que-les-miracles-n'existent-pas, ni l'annonce de quelques sacrifices exigés dont les plus défavorisés seraient évidemment exclus, ni l'éducation dont l'énoncé des grands principes qui régissent sa réforme est exactement le même qu'il y a trois semaines. A écouter Edouard Balladur, Marguerite Duras n'a pu qu'être confortée dans son idée : à tout prendre le meilleur Premier ministre de la nouvelle majorité de droite aurait été Pierre Bérégovoy»*.

"Libération" s'efforce de banaliser la politique que Balladur veut appliquer, les conséquences du changement de majorité et de gouvernement. Certes, Balladur va à la messe et prouve qu'il est capable de la dire. Onctueux ainsi qu'un chanoine, il enveloppe son propos comme un jésuite. Mais la forme n'enlève rien à la brutalité réactionnaire de la politique qu'il entend mettre en œuvre.

• **Renforcement de l'Etat**. *«Pour mieux assurer l'indépendance de la justice, une réforme du Conseil Supérieur de la magistrature vous sera proposée. Sa composition, les règles de son fonctionnement, sa compétence seront modifiées, afin de mettre la carrière des magistrats à l'abri des pressions politiques, d'où qu'elles viennent»*. La "justice" en soi cela n'existe pas. La "justice" est toujours une justice de classe. Renforcer "l'indépendance" de la magistrature, c'est renforcer cet ordre, organe de la justice bourgeoise. Cela n'a pas moins d'importance pour le bon fonctionnement de l'Etat bourgeois que de renforcer la caste des officiers et des différents corps de police.

Le premier ministre a tenu à rappeler que : *«L'administration doit agir sous l'autorité du pouvoir politique, c'est la règle républicaine. Elle applique naturellement les décisions du gouvernement sur l'ensemble du territoire ce qui marque l'unité de la République»*.

Mais renforcer l'Etat c'est nécessairement renforcer ses polices : *«Les magistrats, policiers, gendarmes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire exercent leur tâche, dans des conditions difficiles, parfois très difficiles avec courage et dévouement. Il faut que la nation leur exprime leur reconnaissance (...) Le dispositif juridique, dans lequel s'inscrit leur action pour lui donner une plus grande efficacité. Je pense notamment au contrôle d'identité et à la lutte contre les bandes organisées. Il faudra mieux combattre la petite et moyenne délinquance grâce à une meilleure organisation de notre système judiciaire, les infractions aujourd'hui non sanctionnées devront être poursuivies, c'est au juge de proximité que je pense. Une réaffirmation de l'autorité de l'Etat devra s'étendre aussi aux quartiers sensibles où les lois de la République, comme l'esprit de solidarité doivent prévaloir»*.

Voilà d'excellentes raisons de renforcer "la politique républicaine" et d'améliorer ses performances dans la "chasse aux faciès" notamment, mais pas seulement. Chacun le sait, les polices ont de multiples fonctions qui vont de la répression en tous genres jusqu'au flicage dans tous les domaines.

Sur cette lancée, Balladur ne pouvait manquer d'aller dans le sens du Front National :

> L'Etat républicain, c'est une nation assurée d'elle-même, de sa cohésion, de son identité, de son avenir. C'est une nation qui sait être accueillante, mais qui entend conserver son identité. C'est dire qu'il faut mener une politique de l'immigration claire, courageuse et, en même temps, respectueuse des droits de l'homme.
>
> Une politique de l'immigration cohérente exige, tout d'abord, qu'il soit mis fin aux situations irrégulières ; elle suppose aussi que les décisions d'expulsion et de reconduite à la frontière soient exécutées sans faiblesse. Les contrôles aux frontières et sur le territoire national seront renforcés, et le travail clandestin vigoureusement réprimé.

Mais appliquer la loi ne suffit pas; il faut la changer quand elle n'est pas adaptée aux besoins. Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France doivent être définies de manière plus stricte. La France est une vieille nation qui entend rester elle-même. Elle doit aussi être respectueuse de ceux qui sont animés du désir sincère d'y séjourner paisiblement et régulièrement, dans le respect de nos lois et de nos principes.

Ceux qui veulent être français devront en faire expressément le choix. Aussi le code de la nationalité sera-t-il révisé comme le préconisait la commission présidée par M. Marceau Long en 1987 et dont les propositions ont déjà été adoptées par le Sénat

ALLEGER LE COUT DU TRAVAIL

Ensuite Balladur a développé comment il entendait faire faire un nouveau bond en avant à l'offensive contre le pouvoir d'achat, et afin de détériorer les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, réduire et si possible détruire leurs conquêtes, leurs acquis sociaux. Une phrase maîtresse : *«L'allégement du coût du travail»*.

«Deuxième priorité : l'allégement des charges qui pèsent sur l'emploi. L'alourdissement régulier du coût du travail a été une cause essentielle du développement du chômage. Aussi ai-je demandé à Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de formuler très rapidement des propositions sur ce point.

L'objectif est de réduire très sensiblement les charges pesant sur l'emploi des personnes rémunérées au niveau du SMIC ou légèrement au-dessus.

Il en résultera un allégement permanent du coût du travail».(...)

Une loi d'orientation quinquennale – j'y reviendrai, – loi élaborée en concertation avec les organisations syndicales, devra définir les principes de l'action à long terme en faveur de l'emploi.

Parallèlement, une commission composée de personnalités nationales et internationales sera constituée. Elle étudiera toutes les mesures permettant d'éliminer les obstacles structurels à la création d'emplois au sein de notre société. Ses conclusions vous seront présentées lors de la session de printemps de 1994 ; elles permettront non seulement de compléter, si besoin était, la loi quinquennale pour l'emploi qui vous sera, je l'espère, soumise à l'automne, mais également d'inspirer une réflexion plus générale sur l'organisation du travail dans la société française. Cette commission pourra utilement s'appuyer sur les études déjà réalisées par le commissariat général du Plan. (...)

A la fin du mois d'avril, les représentants des organisations syndicales et professionnelles seront invités à participer à une conférence que je tiendrai avec les ministres responsables à l'hôtel Matignon. Cette conférence aura pour objet de dresser la liste des problèmes sociaux que notre pays doit résoudre à court et à moyen terme, d'établir le calendrier des études permettant de dégager les choix et les solutions. Les résultats de ces études feront l'objet d'une nouvelle conférence à la fin de l'été.

La société française ne sera pas réformée pour préparer l'avenir sans l'adhésion, la consultation, la coopération de tous.

Quatre questions paraissent prioritaires.

La première, la plus importante, celle qui conditionne aussi bien le progrès de notre économie que la justice, c'est la lutte contre le chômage.

Notre objectif, je crois indispensable d'y revenir, est d'établir, en liaison avec les organisations syndicales et professionnelles et, il faut le souhaiter, avec leur accord, les bases d'une loi quinquennale de lutte pour l'emploi dont le but sera de rechercher tous les moyens de développer l'emploi, notamment en abaissant le coût du travail, en assouplissant les contraintes pesant sur l'emploi, en développant la formation et l'apprentissage des jeunes, qui constituent à mes yeux une impérieuse priorité. Cette réflexion doit aussi porter sur les moyens de rendre le traitement social du chômage plus efficace, afin que les chômeurs puissent être réinsérés plus rapidement dans la société active. (...)

Le deuxième objectif est de sauver nos régimes sociaux de la crise financière dans laquelle ils s'enfoncent en raison de l'inaction des précédents gouvernements. Mme le ministre d'Etat procédera à une évaluation exacte de l'ampleur des déficits sociaux qui nous a été cachée, la commission des comptes de la Sécurité sociale n'ayant pas été réunie. Il faut en premier lieu rétablir l'équilibre. Pour cela, j'ai demandé que soit étudiée la création d'un fonds destiné à solder les comptes de la gestion précédente. Ce fonds serait alimenté par des recettes provenant d'une augmentation de la fiscalité indirecte.

La conférence à laquelle je me propose de convier les organisations syndicales aura pour objectif d'étudier toutes les mesures permettant de parvenir à un équilibre durable des régimes de maladie, de vieillesse, d'assurance-chômage. Là aussi, notre but est d'établir une loi quinquennale, en accord avec les partenaires sociaux. A mes yeux, les principes en sont clairs, mais il faut vérifier qu'ils peuvent recevoir une large approbation : séparation de la gestion de chaque risque, consolidation financière de chaque risque, grâce aux mesures qui viennent d'être évoquées, gestion de chaque risque par une plus grande participation des partenaires sociaux selon les principes du paritarisme vers lequel il faut tendre, la tutelle de l'Etat étant allégée.

Néanmoins, l'Etat doit conserver une responsabilité essentielle, veiller à ce que, par une politique de facilité, on ne s'engage dans un cycle de croissance continue des dépenses nécessitant une croissance continue des cotisations. Votre assemblée, lors de l'examen de la loi quinquennale, aura l'occasion de décider s'il y a lieu pour le Parlement de se prononcer à échéance régulière sur les conditions dans lesquelles cette nécessaire discipline est respectée.

Le troisième objectif de la réforme sociale, c'est l'amélioration du statut des salariés. Il s'agit de développer davantage la participation à la gestion des entreprises, à leur capital et à leurs profits ; il s'agit de supprimer les entraves au développement de l'intéressement instituées lors de la précédente législature ; il s'agit de tendre à l'augmentation du salaire direct grâce au transfert progressif de la charge des cotisations familiales des entreprises vers l'Etat, ce qui permettrait également de développer les retraites complémentaires.

Les familles, sur la solidité desquelles repose l'avenir de la nation, n'ont rien à redouter de la réforme du financement des cotisations familiales. Son objectif n'est nullement de fragiliser la politique familiale, mais au contraire de la conforter. Une loi-cadre garantira de façon incontestable le maintien des moyens de financement de la politique de la famille. Ceux-ci ne pourront pas lui être retirés, contrairement à ce qui s'est déjà produit dans le passé.

A quoi il faut ajouter les phrases suivantes : avant de licencier *«utiliser toutes les mesures d'assouplissement des formes de travail et le développement du travail à temps partiel. Les entreprises doivent s'engager avec les salariés dans de nouvelles formes de progrès qui lui permettent à la fois de retrouver des résultats satisfaisants pour financer leurs investissements et de garantir l'emploi du plus grand nombre»*.

Tout y est et de longs commentaires ne sont pas nécessaires. Néanmoins il faut souligner le rôle dévolu aux organisations syndicales : s'associer à la discussion des projets de lois gouvernementales et particulièrement de lois cadres quinquennales, éventuellement y donner leur accord ; la gestion paritaire des régimes sociaux sous la double supervision du gouvernement et de l'Assemblée Nationale dans le cadre et les limitations d'un "budget social de la Nation" (ces derniers mots n'y sont pas mais leur contenu y est).

Au passage Balladur évoque un vaste projet de "privatisations". Sur ce point il est nécessaire d'être clair. Au contraire de ce que certains expliquent, les nationalisations faites en France n'ont jamais été des "conquêtes ouvrières". A un moment elles ont été nécessaires au capitalisme français pour se reconstruire. A d'autres moment l'Etat bourgeois a pris en charge ce que ne

pouvait pas ou ne voulait pas assumer le capital privé. Toujours elles ont donné lieu à de grasses "indemnisations". Elles sont gérées par l'Etat bourgeois, et les travailleurs doivent, comme dans le privé, produire de la plus-value. C'est justement parce que cette plus-value y est produite que nombre d'entre elles sont actuellement convoitées par le capital, l'Etat étant prêt à lui céder ou recéder à vil prix.

A cette occasion, Balladur ne manque pas de rappeler à sa façon l'association "capital-travail" chère à De Gaulle :

«Les privatisations seront l'occasion de reprendre la politique de participation, d'intéressement et d'actionnariat populaire à laquelle inspire le message du général De Gaulle et de Georges Pompidou».

DISLOCATION DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

"Le Monde" du 10 avril affirme : *«Education Nationale : la décentralisation gommée»*. Les verres des lunettes de ce rédacteur doivent être déformants. Voici ce qu'a dit Balladur :

Le modèle français d'éducation fut un grand modèle. Il a bâti la France républicaine, fondée sur l'égalité, la gratuité des études, le mérite. Or l'évolution démographique, le perfectionnement des techniques, les excès de l'uniformité et de la centralisation, la crise économique, les difficultés de l'intégration l'ont mis à mal.

Je tiens à rendre hommage au corps enseignant, à son dévouement, à la façon dont il se consacre à la tâche éminente qui est la sienne. Il s'agit de l'associer à la grande action de modernisation qui est indispensable et qu'il appelle lui-même de ses vœux.

Cette action, quels en seraient les principes ? Il ne s'agit pas de tout bouleverser. Il s'agit de faire évoluer progressivement notre système d'enseignement pour le rendre plus juste, plus efficace, plus démocratique.

Les établissements pourraient être rendus plus autonomes et les pouvoirs dévolus à leurs conseils pour l'organisation des études pourraient être renforcés.

Ces conseils d'établissement devraient faire une place plus grande aux représentants des collectivités territoriales, des entreprises et des associations.

Soyons clairs. L'Etat doit conserver la responsabilité de l'enseignement, qui est l'une de ses missions essentielles. L'Etat doit coordonner notre système d'enseignement, en fixer les principes, en définir les programmes, en vérifier les diplômes. Il doit surtout veiller à ce que la solidarité entre les collectivités empêche la naissance d'un enseignement à deux vitesses, l'un dans les régions les moins pourvues, l'autre dans les régions qui le sont le plus. Il doit également garder ses attributions en matière de recrutement, de formation et de rémunération des maîtres et des enseignants.

Quant au développement de la formation professionnelle, de la formation en alternance et de l'apprentissage, j'ai déjà indiqué que c'était l'un des moyens essentiels de lutter contre le chômage, notamment contre le chômage des jeunes. Notre objectif sera de doubler rapidement le nombre des jeunes en formation dans l'entreprise, grâce à un crédit d'impôt accordé aux entreprises beaucoup plus largement qu'il ne l'est aujourd'hui.

Il faut appeler celles-ci à prendre davantage conscience que l'un de leurs devoirs essentiels, afin d'assurer le progrès et l'emploi, est de participer plus activement à la formation des jeunes, et en particulier de ceux qui ont quitté l'enseignement et sont sans emploi.

Donc le système d'enseignement actuel est dépassé. Evoluer progressivement mais vers quoi : *«Les établissements pourraient être rendus plus autonomes et les pouvoirs dévolus à leurs conseils d'organisation des études pourraient être renforcés... Ces conseils d'établissement devraient faire une place plus grande aux représentants des collectivités territoriales, des entreprises et des associations»*. Les phrases suivantes sont typiques du style Balladur : *«L'Etat doit coordonner»*. Quand il s'agit de "coordonner" c'est, écrit le Petit Larousse,"disposer des éléments divers (souligné par CPS) en vue d'obtenir un ensemble cohérent, un résultat déterminé". Ce qui suppose une certaine autonomie des éléments constituants. *«Fixer les principes»* est une chose, mais la marge d'application peut être considérable. *«Vérifier les diplômes»*, "vérifier" ce n'est ni délivrer les diplômes, ni affirmer le maintien des diplômes nationaux. *«Il doit surtout veiller à ce que la solidarité entre les collectivités empêche la naissance d'un enseignement à deux vitesse»*. Cette phrase aussi est ambiguë. "La solidarité" ce n'est pas une situation commune pour tous mais *«l'état de plusieurs personnes obligées les unes pour les autres... Dépendance réciproque : sentiment qui pousse les hommes* (les collectivités, NDLR) *à s'accorder une aide mutuelle»*. Il n'y a que pour les enseignants que les attributions de l'Etat sont affirmées clairement. Mais Balladur ruse.

De l'enseignement supérieur Balladur n'a pas parlé. Par contre, ce qu'il a dit sur "la formation professionnelle et l'apprentissage" est radical. Comment cette orientation n'affecterait-elle pas l'enseignement secondaire ? En outre, dans le corps d'un article, "Libération" du 15 avril informe : *«En vrac on trouve un texte sur la "décentralisation des hôpitaux, un autre sur la modernisation de l'Etat et la déconcentration, un troisième relatif à la décentralisation de l'enseignement supérieur et à l'autonomie de l'Université" ou encore une proposition de loi sur la décentralisation et la formation professionnelle. Certes Millon a eu "l'immense plaisir" de voir que ce dernier texte était d'ores et déjà accepté par le gouvernement et inscrit à l'ordre du jour, le 11 mai prochain. Mais il assure ne pas vouloir lâcher sur le reste»*.

La décentralisation n'est pas gommée. Elle est en filigrane. Mais bien sûr elle a ses limites. Les régions ne peuvent, y compris en ce qui concerne l'enseignement, être indépendantes de l'Etat, mais elles peuvent disposer d'une autonomie considérable. Pour l'instant Balladur se donne une importante marge de manœuvre, tout en s'axant sur la réalisation des objectifs du programme RPR-UDF.

"RUPTURE AVEC LA PRECEDENTE GESTION"

Là ne s'arrête pas la politique dont Balladur a exprimé les généralités. Pour l'instant au moins défense du franc, maintien dans le SME, baisse des taux d'intérêt ont été réaffirmés. Autonomie de la Banque de France, réforme de la Caisse des Dépôts et Consignation sont au programme. Réappréciation et révision du budget 1993 seront rapidement réalisées. A ce propos Balladur a tenu à préciser : *«J'en préviens l'opinion publique, nous serons obligés de demander à tous des sacrifices pour assurer le redressement»*. Aides financières pour *«un redémarrage rapide du marché immobilier»*, c'est une urgence. Ne faut-il pas redresser le bilan des banques et autres institutions financières très engagées dans l'immobilier en crise ? Grand programme de privatisation concernant les entreprises du secteur concurrentiel (au moins pour l'instant et officiellement).

Balladur a proclamé que "La France" va exiger la reprise de la négociation du GATT : *«non seulement sur l'agriculture mais aussi sur les autres dossiers non réglés»*, une négociation globale et non étape par étape. En même temps que des

assouplissements et aménagements de la réforme de la PAC seront demandées à Bruxelles, *«il est nécessaire que des mesures nationales soient prises pour que l'entreprise agricole dispose des moyens indispensables à assurer sa rentabilité. Il faudra en tirer les conséquences sur les plans fiscal, social et financier»*.

Pour le reste maintien de la politique appliquée jusqu'alors par rapport à la CEE, des traités de Maastricht avec néanmoins une remise à sa place de la "Commission". Balladur a vaguement évoqué l'ex-Yougoslavie. Il met à l'ordre du jour une révision de la politique militaire de l'impérialisme français qui devrait concourir à défendre sa place en Europe, en Afrique et dans le monde. Cette politique sera aussi un moyen de renforcer l'Etat bourgeois français . Cela n'a pas été dit mais c'est implicite. L'objectif c'est une armée de métier maniable et éventuellement instrument de répression, voire de guerre civile, tandis que la conscription serait employée à des tâches comme assistants flics, surveillants des écoles, etc... Enfin, dernières idées transcendantes : établir un nouveau système monétaire international et aussi réunir *«une conférence internationale ayant pour objectif de stabiliser la situation de l'Europe et d'y instituer l'équilibre»*.

A de multiples reprises Balladur a insisté : le programme qu'il entend appliquer *«marque une rupture avec la précédente gestion»*. S'il s'agit seulement de se situer sur le terrain de la défense des intérêts du capitalisme français en crise, les précédents gouvernements s'y situaient. Mais le programme du gouvernement Balladur, du gouvernement RPR-UDF se situe à un autre niveau et est en ce sens qualitativement "supérieur" à ceux des gouvernements précédents. La bourgeoisie française va s'efforcer d'exploiter au maximum la victoire politique qu'elle a remportée aux élections des 21 et 28 mars. D'autant plus qu'elle est prise à la gorge par la crise du régime capitaliste.

"QUASI-STAGNATION"

Pour avoir une idée de la situation économique française, les lecteurs de CPS peuvent se reporter à l'article de CPS n° 44 du 3 octobre 1992 "Conjoncture économique menaçante", notamment aux parties précédées des sous-titres : "Des chiffres trop bons pour être honnêtes", "Investissements : demande et profits insuffisants", "Dépendance du capital français". Au deuxième semestre, l'optimisme du début de l'année 1992 s'est volatilisé. Le "Bilan économique et social 1992" du "Monde" établit, sous la plume de Alain Vernholes, le bilan suivant :

CONTRAIREMENT aux prévisions de la fin de 1991, aucune reprise durable ne s'est manifestée au cours de 1992. La croissance affichée de 2 %, l'une des plus élevées – ou plus exactement des moins médiocres – des pays industrialisés, donne une impression trompeuse : elle a en effet été presque complètement acquise au cours du premier trimestre. Par la suite, en dépit d'un léger rebond durant l'été, l'activité a stagné, reculant même fin 1992.

L'année avait bien commencé, la production nationale progressant fortement au premier trimestre à un rythme de 3,5 % l'an, tirée par une vive croissance des exportations. Mais dès le deuxième trimestre, l'activité commençait à stagner ou presque (+ 0,5 % en rythme annuel), du fait d'un recul prononcé des investissements mais aussi – fait inhabituel – de la consommation des ménages.

Le deuxième trimestre marquait surtout une rupture durable en matière de commerce extérieur : la progression des ventes à l'étranger, très dynamique depuis l'été 1991 (plus de 6 % de progression en rythme annuel au second semestre, plus de 10 % au premier trimestre 1992) ralentissait brutalement pour revenir à 1,5 % l'an à partir d'avril 1992. Il s'agissait des effets néfastes de la dégradation de la conjoncture en Allemagne mais aussi en Italie et peu après en Espagne, sans compter la Grande-Bretagne, qui continuait de vivre la pire récession depuis la seconde guerre mondiale.

Non seulement le commerce extérieur n'a pas joué au deuxième semestre 1992 le rôle essentiel qui avait été le sien pour tirer la croissance, mais les entreprises ont continué de réduire leurs dépenses d'équipement. Ainsi la demande intérieure, trop faible, n'aura progressé que de 0,8 % en 1992 par rapport à 1991, empêchant l'industrie d'employer normalement ses capacités de production.

Ces capacités étaient d'autant moins utilisées (à 80 % seulement) par rapport à l'offre potentielle que l'industrie française avait massivement augmenté ses dépenses d'équipement entre 1987 et 1990. Ainsi, après la baisse de 3,1 % en volume de l'investissement en 1991, 1992 aura enregistré une nouvelle réduction de 5 % (– 11 % pour la seule industrie concurrentielle).

Du coup la production industrielle a reculé d'environ 0,5 % en 1992 après avoir presque stagné en 1991 (+ 0,2 % par rapport à 1990) et peu augmenté en 1990 (+ 1,9 %). Il faut remonter dix ans en arrière pour trouver une baisse absolue de la production (– 0,8 % en 1981 et encore – 1,1 % en 1982). Tous les secteurs ont été touchés, seule l'automobile s'en sortant à peu près grâce à l'exportation et à une demande intérieure assez soutenue.

La production de biens de consommation a baissé puis s'est un peu reprise avant de recommencer à baisser à partir de septembre. Pour les biens intermédiaires, le cheminement a été inverse : croissance en début d'année tirée par une demande étrangère encore soutenue, recul au second semestre.

Dans les biens d'équipement, toutes les branches ou presque ont reculé, la construction aéronautique grâce à Airbus faisant exception. Enfin le bâtiment et les travaux publics ont vu leurs stocks augmenter et leur activité se dégrader (baisse d'environ 10 % des mises en chantier de logements). Seuls les travaux d'entretien ont augmenté en 1992. Quant aux travaux publics, à la forte progression de l'activité au premier trimestre a succédé un recul dès le deuxième trimestre. Dans les services, l'activité très soutenue (+ 5,5 % comme en 1991) s'est tout de même ralentie en fin d'année par rapport à la très forte croissance du deuxième semestre 1991.

L'année s'achevait dans un grand désarroi, la production reculant, les chefs d'entreprise s'inquiétant de l'avenir et réduisant leurs investissements, les consommateurs cherchant avant tout à se désendetter. Signe des temps : la seule activité en progression fin 1992 était l'énergie, du fait d'un froid inhabituel en automne. Petites lumières à l'horizon : la remontée du dollar et la reprise de l'économie américaine qui semblait se confirmer fin 1992.

INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS
(variations annuelles en volume) (niveau en %)

	1988	1989	1990	1991	1992
◆Gdes entreprises nationales (14 % du total)	+ 3	- 1,4	+ 3,2	+ 7,4	0
◆Entr. du sect. concurrentiel (86 % du total)	+ 11,5	+ 10,1	+ 4,6	- 5,3	- 5,3
dont Agriculture (6 %)	+ 12,6	+ 9,2	- 4,6	- 9,2	- 4
Industrie (34 %)	+ 10,3	+ 6,7	+ 10,6	- 8,4	- 11
Commerces-services (42 %)	+ 12	+ 13,6	+ 2,1	- 2,2	- 2,3
Bâtiments, trav. publics (4 %)	+ 17,6	+ 3,7	- 2,6	- 6,5	- 8
◆ Ensemble des entreprises	+ 10,2	+ 8,3	+ 4,4	- 3,5	- 5,3

"RECESSION"

En 1992, pour la première fois depuis 1986, la balance commerciale française a été bénéficiaire de 29 milliards de francs environ alors qu'en 1990 elle était déficitaire de 49,3 milliards et en 1991 encore de 30 milliards. Mais à partir du deuxième semestre les soldes commerciaux positifs ont été dus à un recul des importations, les échanges internationaux ont été équilibrés vis à vis de l'ensemble de l'Europe. Mais vis à vis de la seule Allemagne ils ont recommencé à se dégrader et à redevenir fortement déficitaires. Bénéficiaires vis à vis de la Grande-Bretagne les échanges français sont déficitaires vis à vis du Japon et des USA.

La situation du capitalisme français s'est aggravée et elle devrait encore s'aggraver en 1993. Un institut économique proche du CNPF, l'institut Rexecode a produit le 5 avril des prévisions qui estiment que le PIB français diminuerait de 0,5 % en 1993 et celui de la CEE dans son ensemble de 0,3 %. En France les investissements reculeraient encore de 4,3 %.

A en croire une statistique établie par le Crédit national, le bénéfice par rapport au chiffre d'affaires des 70 plus grands groupes industriels français serait tombé de 4,5 % en 1989, à 3,2 % en 1990, à 2,8 % en 1992. Les investissements auraient diminué de 5,8 % en 1991, de 13,9 % en 1992 et diminueraient encore de 4 % en 1993.

Certaines banques françaises subiraient de lourdes pertes. La compagnie financière de Suez (privatisée en 1987) par suite de ses acquisitions et de la chute de l'immobilier, perdrait 1,8 milliards de francs en 1992. Le Comptoir des Entrepreneurs spécialisé dans le financement de l'immobilier n'a pu éviter la cessation de paiement que par l'apport d'un milliard d'argent frais obtenu grâce à un "montage".

Selon Edouard Balladur *«le déficit budgétaire de l'Etat est passé de 93 milliards de francs en 1990 à 226 milliards en 1992. Il dépassera 330 milliards de francs en 1993, soit plus de 4 % du PIB»*. Auquel certains ajoutent 58,5 milliards de francs qu'atteindrait le déficit du régime général de la Sécurité Sociale. Il faut aussi prendre en compte l'UNEDIC dont le besoin de financement serait de 11,8 milliards fin 1993. Son déficit cumulé se situerait à 36 milliards de francs fin 1993.

En février le nombre de chômeurs, inscrits à l'ANPE, s'est élevé à 3 024 000 en données corrigées et 3 098 000 en données brutes. Leur nombre devrait croître encore en 1993 de 170 000 jusqu'à atteindre à la mi-1994 11,8 % de ce qui est considéré comme "la population active". Un tel nombre de chômeurs officiels implique des millions et des millions d'enfants, de femmes et d'hommes dans une situation précaire et d'autres millions dans la misère noire. A sa manière la croissance des RMIstes le montre.

Confrontés à de tels problèmes le gouvernement RPR-UDF, Balladur ont un impératif catégorique : reporter le plus de charges possibles sur le dos du prolétariat et la jeunesse, faire faire un saut qualitatif à l'offensive tous azimuts contre eux. C'est ce qu'ils vont tenter de réaliser.

"PARTICIPATION" NOUVELLE ETAPE

C'est l'évidence, les dirigeants des organisations syndicales se disposent tous à collaborer avec ce gouvernement. Au lieu de le caractériser pour ce qu'il est, le gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy, ils répondent présents à son appel. Ainsi, tous vont participer à la conférence que Balladur va organiser *«à la fin du mois d'avril* (où seront) *invités les organisations syndicales et professionnelles. Cette conférence aura pour objet de dresser la liste des problèmes sociaux que notre pays doit résoudre, à court et à moyen terme, d'établir le calendrier des études permettant de dégager les choix et les solutions. Les résultats de ces études feront l'objet d'une nouvelle conférence à la fin de l'été»*. Blondel a dit qu'il ne croyait pas aux "grandes messes", les dirigeants de la CGT se disent méfiants, mais les uns et les autres iront à cette conférence et la cautionneront par là même, comme ils cautionnent la "concertation", la "participation" : ils serviront de couverture politique à ce gouvernement et à sa politique.

Balladur le dit expressément : la "participation" doit être portée à un niveau supérieur. Exemple : *«établir, en liaison avec les organisations syndicales et professionnelles et, il faut le souhaiter, avec leur accord, les bases d'une loi quinquennale de lutte pour l'emploi, notamment en abaissant le coût du travail, en assouplissant les contraintes pesant sur l'emploi, en développant la formation et l'apprentissage des jeunes qui constituent une priorité»*. Balladur veut mettre sur pied une conférence de même nature que la première à propos de la Sécurité Sociale, de l'UNEDIC. C'est clair : d'abord faire participer, c'est-à-dire cautionner l'opération et si possible obtenir l'accord sinon de tous les dirigeants d'au moins un certain nombre. Et l'affaire est faite : les décisions prises l'auront été dans la "concertation", même si tels ou tels ne se disent pas d'accord avec telles ou telles décisions. Mais le gouvernement Balladur veut aller plus loin encore : il s'efforce de faire collaborer les appareils syndicaux à l'élaboration de lois quinquennales et obtenir d'eux qu'ils deviennent au côté du patronat, sous la houlette du gouvernement, des agents ouverts et officiels de leur application. Ce serait un grand pas vers le corporatisme.

Balladur reprend de façon plus souple l'orientation que De Gaulle voulait faire ratifier par référendum en 1969, référendum où il a été battu ce qui l'a contraint à démissionner. Or, les dirigeants FO et CGT tout en émettant un gargouillis de mots alibis se préparent à participer. A ce propos il convient de rappeler que les dirigeants des tendances UID et U&A de la Fédération de l'Education Nationale, sont allés jusqu'à casser celle-ci pour mieux se disposer à appliquer dans l'enseignement la politique d'un futur gouvernement RPR-UDF dont l'évolution de la situation politique laissait prévoir l'instauration.

LE PS ET LE PCF PARTENAIRES DU GOUVERNEMENT BALLADUR

La direction du PCF est toujours égale à elle-même dans l'art de soutenir un gouvernement et sa politique en déclarant s'y opposer. Au dernier CC de ce parti des 7 et 8 avril, le rapporteur a débité des phrases comme celles-ci : *«Nous ferons*

face à la droite (pour le PCF, comme pour d'autres organisations d'ailleurs, il n'y a plus de lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat dont l'enjeu central serait le pouvoir, mais une "droite" souvent rétractable et une "gauche" souvent extensible - NDLR) *dans tous les domaines pour aider les gens* (les gens ! Espèce socialement indéterminée, NDLR) *à se défendre, à se faire respecter, à faire avancer les réponses concrètes à leurs problèmes quotidiens»*. Exemple de cette aide aux "gens" : *«sur l'emploi nous entendons continuer d'agir pour une nouvelle croissance, pour renverser les options actuelles, nous voulons rassembler et agir pour imposer des investissements productifs et favoriser l'emploi et du travail salarié efficace»*. Robert Hue, le rapporteur, omet simplement de dire que le mode de production actuel est le mode de production capitaliste pour lequel les "investissements productifs" sont seulement ceux qui rapportent un taux de profit suffisant et que le "salarié efficace" est celui qui produit le plus de plus-value réalisable. Sur ce plan l'accord peut se réaliser facilement entre le capital et le PCF.

L'appareil du PCF se garde bien de se prononcer pour la rupture avec la bourgeoisie, le Front Unique des organisations ouvrières (partis et syndicats), pour un gouvernement de ce Front Unique sans ministres bourgeois. Aucune perspective de combat sur un terrain de classe, aucune politique de classe contre le gouvernement RPR-UDF et sa politique. Le "suffrage universel" a parlé, bien que le mode de scrutin soit "injuste". La direction du PCF estime que *«la proportionnelle intégrale est le moyen le plus juste pour que le citoyen soit maître de sa destinée. Obtenir cette proportionnelle est une bataille qui exige aussi le rassemblement. Voilà pourquoi nous sommes dès maintenant disponibles pour nous associer à toutes les forces de progrès allant dans ce sens»*. En attendant que le gouvernement Balladur, RPR-UDF gouverne jusqu'aux prochaines élections. Alors si la proportionnelle intégrale est instituée tout changera. Pour parvenir à l'imposer le PCF se propose d'unir tous "les gens" de bonne volonté. Cela ressemble fort à une "union de la gauche" sans rivage à droite.

La politique que les dirigeants du PS ont pratiquée a provoqué l'élection de la majorité RPR-UDF, la constitution du gouvernement Balladur. Ils se font une raison de l'existence de ce gouvernement. Ils ont déclaré qu'ils le "jugeront aux actes". Autrement dit non seulement ils se prononcent pour le laisser gouverner mais encore ils seraient prêts à voter à l'occasion certaines de ses propositions. Ce n'est même plus une "opposition de sa majesté".

Dans ces conditions, comment le prolétariat, la jeunesse, ne seraient-ils pas désarmés, écrasés politiquement et en désarroi. Ils ont l'impression qu'ils ont devant eux un terrible vide politique. Les organisations traditionnelles ont à leurs têtes des dirigeants et des appareils étroitement liés à la bourgeoisie et qui se prosternent devant le gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur. Aucun Parti ouvrier révolutionnaire ne s'est construit alors que depuis plusieurs dizaines d'années et surtout depuis 1981, se dégageaient les possibilités objectives de le construire. C'est de là que vient au gouvernement RPR-UDF les moyens de gouverner et non de la force intrinsèque de la bourgeoisie.

CRISE DU PS

La certitude de subir une défaite écrasante a suffi : avant même que celle-ci se soit concrétisée, les responsables de la défaite du PS, anciens premiers ministres et ministres, sont devenus des croque-morts, les fossoyeurs de leur propre parti, ils veulent l'ensevelir. Au premier rang bien sûr : Rocard. Ce dernier s'est emparé en bénéficiant de l'appui des jospinistes et de celui des amis de Mélanchon, de la direction du PS dont ils ont chassé Fabius. Mais Fabius s'appuie sur la majorité de ce qui reste du groupe PS à l'Assemblée Nationale. Ceux qui sont appelés les "quadra", et sont en réalité les agents de Delors à l'intérieur du PS, n'ont pas voulu participer à cette nouvelle direction, pas plus que les fabusiens, que les amis de Chevènement, que ceux de Poperen. Jospin fait politiquement "retraite". Sur le fond les divergences sont difficiles à saisir. Tous semblent axés sur la disparition du PS et la formation d'un vague et indéterminé "rassemblement de la gauche, ou au moins à noyer le PS dans un tel rassemblement. Les amis de Chevènement ont d'ores et déjà constituer une formation : le "mouvement des citoyens".

Mais quelle place existe-t-il pour un "rassemblement de la gauche". Aucune. La force du PS ce fut d'occuper la place que laissait vide l'ex-SFIO, d'apparaître aux yeux des masses ainsi qu'un parti ouvrier réformiste traditionnel. Sa défaite vient de ce qu'il s'est entièrement mis au service de la bourgeoisie en crise, de l'impérialisme français décadent. Il n'y a pas de base de masse pour un "rassemblement de la gauche" tentant de faire concurrence au RPR, l'UDF, aux écolos, au Front National, dans la défense du régime capitaliste. Il n'échappe à personne que ce qui motive les Rocard, Delors et autres, ce sont leurs éventuelles candidatures à la présidence de la République voire d'autre ambitions personnelles. Mais chacun sait aussi que c'est passablement irréaliste.

Dans la situation politique actuelle, l'éclatement et la disparition du PS seraient une conséquence directe de la victoire politique que la bourgeoisie vient de remporter. Ce serait donc un nouveau coup porté à la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse, surtout en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire. Mais l'éclatement du PS, sa disparition ne sont pas encore réalisées. Tant que ne se construira pas un Parti ouvrier révolutionnaire une place politique existera pour une organisation de ce genre et même, peut-être, si un POR se construit, au moins jusqu'au moment où ce POR sera en état de prendre le pouvoir.

LES CONTRADICTIONS QUI MENACENT LA BOURGEOISIE

Forte de sa victoire, la bourgeoisie va certes porter des coups très durs aux masses. Mais elle ne maîtrise pas pour autant les rapports économiques, sociaux et politiques. D'abord la majorité parlementaire actuelle n'est pas d'une totale homogénéité. Les ambitions et objectifs personnels des dirigeants de l'UDF et du RPR sont des éléments de discordes. Qui, à la suite de la démission de Mitterrand, ou à la fin de son mandat sera en situation de devenir président de la République : Giscard d'Estaing, Chirac... ou un autre ? Les rivalités passent non seulement entre le RPR et l'UDF mais à l'intérieur de ces formations. L'élection à la présidence de l'Assemblée Nationale l'a montrée. Le candidat officiel de l'UDF Baudis n'a pas recueilli la totalité des suffrages de son groupe et de loin. Dès le deuxième tour, Philippe Seguin,

candidat du RPR, a été élu, Baudis étant contraint de retirer sa candidature. A l'intérieur du RPR d'autres rivalités existent déjà et d'autres encore peuvent voir le jour.

Sur l'orientation économique : relance fut-ce au détriment du franc, en raison d'une baisse brutale des taux d'intérêts, laxisme dans la distribution du crédit, aggravation encore plus importante du déficit budgétaire ? Ou défense du franc, de son maintien dans le SME, tentative de limiter, voire de réduire le déficit budgétaire ? Corrélativement en dépit des déclarations de Balladur, la question de "la politique européenne" n'est pas réglée, pas plus que celle de l'application du traité de Maastricht. Or, ce sont des sujets qui divisent en profondeur la bourgeoisie, l'impérialisme français et pas seulement le RPR et l'UDF.

Il y a pire. La conjoncture économique ne peut être maîtrisée par la bourgeoisie française ne serait-ce que parce qu'elle dépend de la conjoncture internationale. Toute la politique que Balladur a esquissée peut être disloquée par cette conjoncture. La crise économique et aussi une crise financière peuvent se développer de façon incontrôlable. D'où il résulterait nécessairement une crise politique qui déchirerait la bourgeoisie française.

Surtout, le prolétariat, la jeunesse sont politiquement déboussolés, ont l'impression d'un vide politique, ont subi une défaite, ils ne sont pas écrasés. Ils ont perdu une bataille, ils n'ont pas perdu la guerre. Leur potentiel reste intact. Il ne faut pas confondre : le gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur est un gouvernement de combat, ce n'est pas le fascisme. Encore une fois, la force de la bourgeoisie française est toute relative. A plus ou moins longue échéance un retournement de la situation politique est dans l'ordre des choses. Comment se produira-t-il ? Il est évidemment impossible de le prévoir. Mais des contradictions dans les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, qui peuvent fournir des ouvertures, sont probables. Il faut aussi se souvenir de la façon dont le mouvement des étudiants et des lycéens s'est produit et développé en novembre-décembre 1986, mouvement qui a blessé mortellement le gouvernement Chirac. La spontanéité de la classe ouvrière jouera un rôle essentiel et indispensable pour surmonter les obstacles bureaucratiques des syndicats et des partis, disloquer leur politique participationniste.

Cependant s'il faut compter sur cette spontanéité, il faut autant qu'il est dans les moyens du Comité la nourrir et l'orienter. Il faut comprendre que même une puissante explosion réalisant, par exemple une grève générale spontanée, de puissantes manifestations de masse, si elle peut disloquer le dispositif actuel ne suffira pas. Elle ne sera qu'un moment d'un processus où très rapidement sera à nouveau posée la question du pouvoir. Des combats d'ampleur mais partiels, limités peuvent préluder à une bataille générale.

Tant que le mouvement ouvrier ne sera pas reconstruit sur un nouvel axe, à un moment ou à un autre le prolétariat, la jeunesse, n'auront d'autres ressources que de s'efforcer d'utiliser les vieilles organisations traditionnelles, bien que celles-ci les aient maintes et maintes fois trahis, les trahiront à chaque moment, les trahiront encore et toujours.

Pour toutes ces raisons, le Comité doit combattre sur la ligne de :

RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE
A BAS LA PARTICIPATION
des organisations, des centrales syndicales, aux conférences, organismes, comités ad'hoc mis en place par les gouvernements précédents et ceux que le gouvernement Balladur et le patronat veulent constituer aux fins de "concertation", de "participation" en tout genre.

FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES
(partis et syndicats) contre la politique du gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur, contre ce gouvernement.

Il faut imposer aux appareils des organisations syndicales, des centrales FO et CGT de rompre avec ce gouvernement et sa politique, de réaliser le Front Unique des organisations ouvrières, de l'impulser.

La politique de Front Unique doit être un levier pour la mobilisation du prolétariat et la jeunesse, féconder leur spontanéité et leur ouvrir la voie du débouché politique.

C'est la mise en pratique de cette politique — combinée à l'intervention, voire l'insertion, dans tout ce qui se dégagera de la classe ouvrière, de la jeunesse et sera à la recherche de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, de la construction d'un POR, même de manière imprécise, confuse — qui permettra de construire ce Parti. Encore faut-il que le Comité ne "perde pas son âme", défende intégralement le programme hérité des quatre premières Internationales : gouvernement ouvrier, dictature du prolétariat, Etat ouvrier, expropriation du capital, plan de production sous le contrôle ouvrier, Etats Unis Socialistes d'Europe, République ouvrière universelle, construction du socialisme. Ce qui ne l'émancipe pas, bien au contraire, de mettre en avant les revendications de transition indispensables à la mobilisation des masses.

Le 16 avril 1993

TABLEAU 1
ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993 : 1ER TOUR 21 MARS
(RESULTATS SELON LE MINISTERE DE L'INTERIEUR)
INSCRITS : 38 968 660 - VOTANTS : 26 860 177 - EXPRIMES : 25 442 403 (65,28 % DES INSCRITS) - BLANCS ET NULS : 1 417 774 (3,63 % DES INSCRITS)

	Nombre de voix	% des exprimés	% des inscrits
EXG	451 804	1,77	1,15
PCF	2 336 254	9,18	5,99
PS	4 476 716	17,59	11,48
MRG	228 758	0,89	0,58
MAJ	457 193	1,79	1,16
GE	921 925	3,62	2,36
Verts	1 022 749	4,01	2,61
REG	116 474	0,45	0,29
Div	957 711	3,76	0,45
RPR	5 188 196	20,39	13,31
UDF	4 855 274	19,08	12,45
DVD	1 199 887	4,71	3,09
FN	3 159 477	12,41	8,10
EXD	69 985	0,27	0,17

EXG + PCF + PS :
Par rapport aux exprimés : 28,54 %
Par rapport aux inscrits : 18,62 %

Ensemble des organisations et partis bourgeois :
par rapport aux exprimés : 71,38 %
par rapport aux inscrits : 44,57 %

RPR+UDF+DVD+FN+EXD :
par rapport aux exprimés : 56,86 %
par rapport aux inscrits : 37,12 %

TABLEAU 2
ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1988 : 1ER TOUR 5 JUIN
INSCRITS : 37 945 582 - VOTANTS ; 24 944 792 - EXPRIMES : 24 432 095 (64,38 % DES INSCRITS)
BLANCS ET NULS : 512 697 (1,35 % PAR RAPPORT AUX INSCRITS)

	Nombre de voix	% des exprimés	% des inscrits
EXG	89 065	0,36	0,23
PCF	2 765 761	11,32	7,28
PS	8 493 702	34,76	22,38
MRG	272 316	1,10	0,71
AMP	403 690	1,64	1,06
Ecolos	86 312	0,34	0,22
REG	18 498	0,06	0,04
RPR	4 687 057	19,18	12,35
UDF	4 519 459	18,49	11,91
DVD	697 272	2,84	1,83
FN	2 359 528	9,64	6,21
EXD	32 445	0,12	0,08

EXG + PCF + PS :
Par rapport aux exprimés : 46,44 %
Par rapport aux inscrits : 29,89 %

Ensemble des organisations et partis bourgeois :
par rapport aux exprimés : 53,41 %
par rapport aux inscrits : 34,41 %

RPR+UDF+DVD+FN+EXD :
par rapport aux exprimés : 50,33 %
par rapport aux inscrits : 32,42 %

TABLEAU 3
A L'ISSUE DU 2e TOUR (28 MARS 1993)
LES RESULTATS EN SIEGES ONT ETE LES SUIVANTS
(RESULTATS COMPARES ENTRE LES SIEGES OBTENUS AUX ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE EN 1988 ET 1993)
SUFFRAGES EXPRIMES : 26 616 533 (61,15 % DES INSCRITS)
BLANCS ET NULS : 2 159 346 (6,4 % DES INSCRITS)

	1988	1993			1988	1993	
PCF	27	24	— 3	UDF	129	207	+ 78
PS	258	53	—205	RPR	127	242	+ 115
MRG	10	6	— 4	DIV D	10	35	+ 25
MAJ-P.	14	8	— 6	CNI	1	1	0
DIVERS	0	1	+ 1	FN	1	0	— 1

TABLEAU 4
ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1981
(1ER TOUR EN FRANCE METROPOLITAINE : 14 JUIN)
INSCRITS : 35 536 041 - EXPRIMES : 24 823 065 (69,85 % DES INSCRITS)

	Nombre de voix	% des exprimés	% des inscrits
EXG	330 344	1,33	0,89
PCF	4 003 025	16,12	11,25
PS	9 376 853	37,77	26,38
DIV G	141 638	0,57	0,39
Ecolos	270 792	1,09	0,76
RPR	5 192 894	20,91	14,60
UDF	4 756 503	19,16	13,88
DIV D	660 990	2,66	1,85
EXD	90 026	0,36	0,25

EXG + PCF + PS :
Par rapport aux exprimés : 55,22 %
Par rapport aux inscrits : 38,52 %

Partis bourgeois :
par rapport aux exprimés : 44,78 %
par rapport aux inscrits : 31,73 %

RPR + UDF + DIV D :
par rapport aux exprimés : 42,73 %
par rapport aux inscrits : 30,33 %

UN GOUVERNEMENT DE GUERRE CONTRE LES ENSEIGNANTS

Après l'éclatement de la FEN, entre mai et décembre 1992, la défense des travailleurs de l'enseignement public, celle de l'enseignement public lui-même, exigent d'œuvrer, sur la ligne de la rupture avec le gouvernement bourgeois, à la réalisation du Front Unique des syndicats de l'enseignement, qu'ils soient d'anciennes composantes de la FEN aujourd'hui détruite, ou affiliés aux Confédérations CGT et FO.

Cette condition est d'autant plus impérative que la bourgeoisie française, par la voix de ses partis RPR et UDF a clairement exprimé sa détermination à porter le fer dans ce qui est pour elle un héritage devenu insupportable : le coût de l'enseignement public et de ses personnels, et leur relative indépendance par rapport aux intérêts immédiats des entreprises capitalistes.

De toutes parts les commentateurs ont présenté au contraire les intentions affichées à cet égard par Edouard Balladur dans son discours d'investiture comme notablement en retrait par rapport au programme "ultra" RPR-UDF. *"Il y a loin de la coupe aux lèvres"* — c'est-à-dire d'un programme à son application — écrit Le Néouannic dans un de ses éditos, et sous des formes diverses, les autres directions syndicales lui font écho, s'affirmant prêtes à *"dialoguer"* et revendiquant *"l'association étroite des personnels"* (résolution FEN-UID du 19 mars) aux décisions. De son côté, "Le Monde" titre *"Education nationale : la décentralisation gommée"* et consacre ses colonnes sur l'enseignement à souligner la "modération" du nouveau gouvernement.

La réalité est exactement inverse.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT BALLADUR

Certes Balladur n'a pas, en quelques paragraphes, repris en détail tous les points des plans RPR-UDF. Il a même passé sous silence la formation des maîtres, les universités et l'enseignement privé, dont nul ne contestera l'importance stratégique pour la bourgeoisie... Mais il en a réaffirmé l'orientation générale et les grands axes.

◆ Dislocation : Balladur entend bien *"respecter les principes de la décentralisation, qu'il nous appartient de faire mieux vivre"*. Il confirme bien le principe fondamental pour le RPR et l'UDF, d'autonomie des établissements ; et *"le renforcement des pouvoirs dévolus à leurs conseils pour l'organisation des études"*.

◆ Contrôle par les pouvoirs locaux : *"Ces conseils d'établissement devraient faire une place plus grande aux représentants des collectivités territoriales, des entreprises des associations"*. Le modèle d'organisation auquel Balladur se réfère est bien, comme dans le programme RPR-UDF, celui de l'enseignement privé.

◆ Formation professionnelle donnée au patronat : *"Notre objectif sera de doubler rapidement le nombre des jeunes en formation dans l'entreprise (...) Il faut appeler celles-ci à (...) participer plus activement à la formation des jeunes"*.

Edouard Balladur proteste *"qu'il ne s'agit pas de tout bouleverser"* mais *"de faire évoluer progressivement notre système d'enseignement"*. Mais que disaient les Etats généraux de l'opposition ? *"On ne changera pas le système uniforme et centralisé"*. *"La privatisation, l'ouverture à la concurrence, l'autonomie pédagogique, constituent une autre façon de gérer"*. Autrement dit : pas de "grande réforme" centrale, la désagrégation suffira.

D'ailleurs Balladur précise qu'il conçoit l'œuvre de son gouvernement *"à l'image de ce que fut l'œuvre de Jules ferry"*. Or, quel plus grand bouleversement de l'enseignement en France que l'instauration de l'enseignement public laïque ? Avec une telle référence, le Premier ministre entend bien montrer l'ampleur de la remise en question qu'il entend opérer, justement inverse à la construction de l'enseignement public : son démantèlement.

Il assure cependant que *"l'Etat doit conserver la responsabilité de l'enseignement"*. Mais prêtons attention aux termes : *"L'Etat doit coordonner, fixer les principes, définir les programmes, vérifier (sic !) les diplômes"*. En quoi est-ce *"en retrait"* par rapport au programme RPR-UDF, qui précisait que le rôle de l'Etat doit être de *"fixer le cadre général de l'enseignement, garantir la liberté de choix des parents et les normes de qualité"* ? Quelques lignes plus loin, Balladur présente le rôle de l'Etat comme veillant à la bonne marche de la décentralisation...

La cause est entendue : le programme du gouvernement Balladur pour l'enseignement est celui publié auparavant par le RPR et l'UDF, et c'est pour appliquer ce programme qu'il appelle les représentants du corps enseignant, qui doit en être la première victime, à s'associer *"à la grande action de modernisation qui est indispensable et qu'il appelle lui-même de ses vœux"*.

QUI EST GUY BOURGEOIS ?

Pour qui en douterait encore, il faut relever que François Bayrou, nouveau ministre de l'Education nationale, a nommé comme chef de son cabinet un certain Guy Bourgeois, qui n'est autre que le cofondateur, avec Philippe Némo, de "l'Association des Créateurs d'école".

"Le Monde" du 8 octobre 1992 présentait ce "club" (pas plus d'une cinquantaine d'adhérents) en ces termes :

> *«Objectif affiché : préparer l'alternance de mars 1993 et, en cas de retour de la droite au pouvoir, servir de bureau d'études et de* "boîte à idées", *selon l'expression*

de M. Guy Bourgeois, pour libérer l'initiative et instaurer, enfin, un véritable "pluralisme" dans l'éducation nationale.

Renforcer l'autonomie des établissements et, surtout, développer un secteur éducatif "conventionnel" parallèle, financé par les deniers publics, mais dont les prestataires de services pourraient être des collectivités locales, des entreprises ou des personnes privées : tel est le crédo très libéral de l'association.

(...) A leurs yeux, la décentralisation a, certes, apporté une bouffée d'oxygène en améliorant les conditions matérielles de travail, mais les secteurs-clés — programmes et objectifs pédagogiques, recrutement des enseignants et ressources financières — échappent toujours aux établissements.

(...) L'Etat n'interviendrait que pour organiser les examens, assurer la collation des grades et "vérifier la qualité scientifique des enseignants". Au "public usager" de juger par lui-même les établissements sur leurs résultats. Et que le meilleur gagne. Les établissements seraient également chargés de définir eux-mêmes leurs programmes à partir d'un cadre général.

(...) Partant en guerre, derrière Philippe Némo, contre le carcan syndical et la mainmise de la FEN sur l'éducation nationale. Les créateurs d'école souhaitent également "libérer la rémunération des enseignants et la contractualiser en fonction du travail demandé", comme l'indique un document de travail de l'association. Les enseignants seraient recrutés par les chefs d'établissement sur des contrats "à durer limitée et renouvelable". Une façon d'en finir une bonne fois, précise le texte, avec "le : toujours plus de postes et toujours moins d'heures de cours", qui est le fond du discours syndical».

Est-ce clair ? Pour Guy Bourgeois *"l''éclatement de la FEN constitue un fait historique"* dont le gouvernement doit profiter à fond. Le poste qui lui est attribué est plus qu'un symbole de cette détermination.

Le gouvernement Balladur est un gouvernement de guerre contre le corps enseignant.

Répétons-le : pour briser l'assaut auquel le gouvernement Balladur se prépare, le corps enseignant ne peut avoir d'autre ligne de défense que d'imposer à ses dirigeants syndicaux :

Réalisation du Front Unique des syndicats enseignants, pour la rupture avec le gouvernement bourgeois, et d'abord la rupture avec la participation renforcée qu'il leur propose.

Le 14 avril 1993

APRES AVOIR ETE MYSTIFIES, LES CONDUCTEURS DE LA RATP POIGNARDES

Les "initiateurs" de l'appel des 510 conducteurs ont publié le récapitulatif que CPS reproduit ci-dessous. Il énumère les événements qui se sont déroulés du 15 septembre 1992 au 17 mars 1993 dont les acteurs ont été la direction de la RATP, les directions des syndicats ayant une influence plus ou moins grande parmi la catégorie "conducteurs", les conducteurs. Ce récapitulatif parle de lui-même. Il faut cependant pour mesurer l'importance de ces événements les restituer dans le contexte d'ensemble de la RATP.

Le plan de réorganisation de la RATP vise à fractionner l'exploitation de la Régie en "Unités opérationnelles". Chacune de ces "Unités opérationnelles" doit fonctionner ainsi qu'une PME et devenir "rentable". A terme, chaque ligne du métro et du RER doit disposer de "son personnel" composé des travailleurs des diverses catégories nécessaires à la faire fonctionner. Ce personnel doit être soumis aux exigences, aux conditions spécifiques de la ligne considérée et cela à tous égards. C'est dire que la direction a comme objectif de faire éclater chaque catégorie et en particulier celle des conducteurs qui forment une catégorie relativement homogène et qui occupe une position stratégique dans les transports parisiens. Sans eux, pas de métro, pas de RER. Bien sûr cet objectif ne peut être atteint que progressivement, par étapes. Le récapitulatif des "initiateurs de l'appel des 510 conducteurs" montre comment les dirigeants syndicaux ont manœuvré pour briser la résistance des conducteurs et permettre à la direction de la Régie de progresser vers la réalisation de ses objectifs.

Les événements qui se sont déroulés concernant les conducteurs du métro et du RER s'inscrivent aussi dans une situation politique donnée, celle où le retour au pouvoir du RPR et de l'UDF était à l'ordre du jour. D'autres articles de ce numéro de CPS montrent que les appareils des centrales syndicales, des syndicats, s'apprêtent à collaborer étroitement avec le nouveau et ultra-réactionnaire gouvernement. Pour ce faire ils n'hésitent pas à casser toute résistance de la classe ouvrière. Disloquer la résistance des conducteurs au plan de la direction de la RATP, liquider, au moins pour un temps, la possibilité que les conducteurs et les autres catégories de travailleurs de la Régie se dressent dans un combat réel et efficace afin de défendre leurs acquis et leurs qualifications, arracher leurs revendications — telle a été la politique suivie que les dirigeants des syndicats ont consciemment appliquée. Ils avaient, aux mois de novembre-décembre, mystifié les conducteurs. Aux mois de février-mars, ils les ont poignardés. Ainsi ont-ils, de façon très calculée, concourru à ce qu'à la RATP se réalisent les conditions qui permettront au gouvernement RPR-UDF d'appliquer sa politique.

"FAIRE LA CLARTE : LES FAITS PARLENT"

Tel et le titre du tract de la direction de la CGT qui vise à faire le bilan, "après une aussi longue bataille". En effet, il est urgent d'éclaircir quelques idées et de remettre chaque chose à sa place";
Le 17/03/93 le SAT annonce sa décision de signer les 2 projets de la direction. Cette signature (d'une des deux organisations représentatives des conducteurs) permet à la direction de la RATP de respecter ses engagements du "relevé de conclusions" du 19/11/92 : il n'y a pas application unilatérale d'un projet d'évolution de gestion de la filère conduite. La voie est ouverte! D'autres signatures ne devraient pas tarder, la participation aux comissions de classement justifiant tout.
Trahison de la direction du SAT ? C'est certain, mais s'arrêter là dresserait un bilan incomplet.
Un retour en arrière s'impose :
Fin 91, les directions des départements METRO et RER engagent des négociations avec les organisations représentatives des conducteurs en vue de définir de nouvelles modalités de gestion de la filière conduite.
Dès le mois de Janvier 92 une adresse signée par 83 conducteurs de la ligne B dU RER était envoyée aux bureaux syndicaux de la RATP. Elle montrait que les objectifs de la direction étaient clairs et précis : il faut disloquer la catégorie des conducteurs. C'est pourquoi cette adresse demandait aux organisations syndicales "Ne vous engagez dans aucune négociation de cette sorte ; appelez ensemble à une assemblée générale de tous les conducteurs pour qu'ensemble nous soyons informés et puissions faire front."
Cette adresse a été contresignée par plus de 510 conducteurs. Une délégation a contacté les dirigeants syndicaux et a publié leurs réponses dilatoires ou hostiles.
Dans ce compte rendu était réaffirmé :
"Pourtant, pour faire face aux plans de la direction plus que jamais il est nécessaire de rompre avec la direction, de rassembler les conducteurs en assemblée générale, de réaliser les conditions de l'unité des conducteurs et des organisations syndicales".
Les directions syndicales sont restées sourdes à cet appel et leur participation au calendrier de négociations s'est poursuivie.

EPHEMERIDE : LES CONDUCTEURS MYSTIFIES

15.09.92 le dossier élaboré à l'issue de 21 audiences et de 2 intersyndicales est présenté aux directions syndicales.
18.09.92 Une lettre des syndicats CGT-SAT-GATC-SI est envoyée à CAIRE (directeur du département métro), demandant "la poursuite des négociations car bien des points doivent évoluer pour aller dans le sens des intérêts des agents".
Le ton est donné !
Pour leur part les dirigeants de FO s'alignent strictement derrière BLANC et la direction de la RATP.
D'autre part :
24.9.92 La direction de la RATP réunit l'ensemble des organisations syndicales afin de "préciser ses projets pour adapter les règles et les acteurs du dialogue social, à la modernisation et à la décentralisation".

Elle leur expose avec clarté ses objectifs :

1 - Organisation décentralisée du dialogue social et de la négociation collective;

... Les directeurs d'unité disposeront de plus larges pouvoirs de décision car c'est d'abord à leur niveau que doit s'organiser la négociation...

... Ces délégations de pouvoir porteront en particulier sur la gestion des effectifs, les conditions de travail, les horaires et l'utilisation du personnel

... Ces conditions seront évidemment évolutives à mesure que progressera la décentralisation...

... Notre droit syndical, défini par un protocole en 1970 doit être adapté à la nouvelle réalité décentralisée...

Le dispositif d'eclatement en "PME" se précise.

Silence total du côté des responsables syndicaux ! Il faudra attendre le 09.03.93, pour qu'au détour d'une phrase dans le 15ème communiqué commun CGT-SAT-GATC-SI, soit évoqué "l'attachement au protocole de 70".

2 - Annonce de la création d'une instance de conciliation (mise en place le 29.10.92)

05.10.92 réunion des dirigeants syndicaux

06.10.92 "consultation" des conducteurs, par la direction de la CGT, sur les formes d'actions. (pour la 1er fois apparition d'un appel aux débrayages "de prise de service à 7 heures".)

03.11.92 Nouvelle consultation sur les formes d'action (CGT-SAT-GATC-SI).

10.11.92 débrayage de "10 à 15H00 et 2H00 à prise de service nuit" pour participer à une délégation à Charonne;
préavis pour le 17.11.92

17.11.92 Début des débrayages.

18.11.92 Débrayages. Dans la soirée négociations entre syndicats et direction, un protocole d'accord resté secret n'est pas signé car la direction de la RATP parle "d'un gel du projet".

19.11.92 Rédaction d'un relevé de conclusions à soumettre à la "consultation" des conducteurs

20.11.92 Dans le 10ème communiqué les dirigeants syndicaux parlent "d'avancée sérieuse" pour appeler à la consultation. A l'évidence la direction ne renonce pas à l'application de son projet global. Elle s'engage à "pas d'application unilatérale d'un projet de gestion de la filière conduite". En clair, les dirigeants syndicaux seront associés à cette application, les directions syndicales s'engagent à négocier "l'évolution de gestion de la filière conduite".

23.11.92 "Consultation" et appel à la fin des débrayages.

23.11.92 Au conseil municipal de PARIS, Henri Malberg président du groupe PCF, évoquant les grèves à la RATP, parle de "recherche (pour la première fois) d'aménagements d'horaire durant la grève qui certes ne donnent pas entièrement satisfaction, mais qui sont un signe de responsabilité". (METRO LUTTE 27.11.92)

EPHEMERIDE : LES CONDUCTEURS POIGNARDES

Les négociations reprennent début Fevrier en audiences.

24.02.93 intersyndicale sur la CCSF (prime conduite confirmée sécurité ferroviaire) et modifications de la C 15

25.02.93 intersyndicale sur le "déroulement de carrière"

01.03.93 dépôt d'un préavis de grève pour le 10.03.93

03.03.93 Nouvelle réunion direction-syndicats.

04.03.93 Nouvelle "consultation" sur les formes d'actions (identique à celle de Novembre)

04.03.93 Remise par les gradés à chaque conducteur d'un bulletin personnel expliquant l'incidence de l'application du projet.
08.03.93 L'instance de conciliationn saisie par la direction de la RATP, rend ses recommandations et ses conclusions.
09.03.93 La direction de la RATP réunit l'ensemble des organisations syndicales
Elle propose conformément à l'avis de l'instance de conciliation :
1) de modifier son projet (+ 2.5 pts à la T2 N)
2) d'organiser une consultation des conducteurs sur ses projets.
09.03.93 Le GATC suspend son appel pour les débrayages du lendemain arguant que la précédente consultation ne concernait que les modes d'actions. Les dirigeants syndicaux (qui ne reconnaissent pas l'instance de conciliation) vont lui permettre de fonctionner pour la 1ère fois !!
09.03.93 dans le 15ème communiqué commun ils appelent les conducteurs à voter à la "consultation"
Tract GATC demandant vu "le contexte économique et social difficile, d'engranger l'acquis"
Tract SAT : "le nouveau projet marque des différences significatives".
Tract CFDT : silencieuse jusqu'à là, la CFDT parle de "projet présentable".
Tract CGT : appelant à voter "Non".
Le maximum aura été fait pour qu'une majorité de conducteurs votent oui, faisant porter la responsabilité non pas sur les aspirants signataires mais sur les conducteurs eux-mêmes.
10.03.93 Début des débrayages (beaucoup moins suivis qu'au mois de novembre)
11.03.93 "Consultation". Sur les bulletins est inscrit, pour ceux qui seraient tentés de voter contre "en cas de refus la grève sera maintenue". A 23h20 dans le 16ème communiqué, on lit que les 2 projets de la direction ont été rejetés par les conducteurs.
12.03.93 Toute la matinée, à la radio ou sur le journal téléphoné de la RATP cette version perdure. Seuls les dirigeants de la CGT declare à la radio qu'un des accords serait accepté par les conducteurs.
Dans le Monde daté du 13.03.93 , vendredi soir, on lit :
"La plus totale confusion régnait à la RATP après le scrutin organisé jeudi 11 Mars par les syndicats des conducteurs du métro et du RER qui demandaient à ceux-ci s'ils approuvaient les projets d'extension d'une prime et de réorganisation de leur carrière, assortis de contre-parties demandés par la direction".
En fin de soirée, un représentant de la CGT déclarait à l'AFP, que la prime était acceptée à 50,7%, mais que la réforme des carrières était repoussée par 54,5% des votants. Plus tard dans la nuit, un communiqué syndical signé par la CGT, le SAT, le SI et le GATC appelait à "amplifier et continuer les arrêts de travail" faisant état d'une expression "massive" pour "rejeter les deux projets de la direction"."
Interrogé par l'AFP sur ces contradictions, un responsable syndical a répondu qu'il "fallait s'en tenir au communiqué" et a refusé de faire état des résultats chiffrés du scrutin".
En début d'après midi un tract vert de la direction de la CGT sort. On y lit : "décidément la démocratie vous fait peur, déjà par voie de presse et dans l'entreprise vous semez le doute sur la validité du vote... Que vous faut-il ? 2138 conducteurs ont voté sur le déroulement de carrière 46.2% pour et 54.27% contre. Sur la CCSF : 50.71 % pour et 49.3% contre...
On ne sait pas à qui s'adresse cette mise en garde ?, certainement pas à la direction de la RATP, qui s'empresse de changer le message sur son journal téléphoné annonçant qu'une majorité de conducteurs a voté le projet sur la CCSF.

Une note flash ne tarde pas, sous le titre "VOTE DES CONDUCTEURS" la direction cynique declare :
"les résultats, au dire même des syndicats , font apparaître majoritairement un accord pour celui qui conduit à l'extension de la CCSF et à l'adaptation des services".
L'opération un instant grippée peut reprendre.
Le TGI de Paris annule le préavis de lundi "mal posé" par le SI.
15.03.93 Tract GATC déclarant : "les conducteurs ont voté, la démocratie doit être respectée... le GATC assume ses responsabilités et signera le protocole CCSF..."
Tout va aller très vite
Les syndicats SAT-GATC-SI, demandent une audience à la direction ("pour se faire préciser un certain nombre de points..."), se réunissent et suspendent toutes formes d'actions.
16.03.93 "Requiem" de la CGT dans une journée nationale d'action.
17.03.93 10H00 le SAT annonce sa signature des 2 projets.
la CGT appelle à la reprise.

L'opération est terminée !
Le dispositif de "restructuration-décentralisation" doit casser la capacité de resistance et de combat du personnel (notamment les machinistes et les conducteurs).

Ces accords établissent la matérialisation d'une avancée vers "l'atomisation" des conducteurs (déroulement de carrière modulable et différent entre "anciens" et "nouveaux", évaluation etc...) mais aussi la remise en cause de l'intangibilité de la règlementation (C 15 RER 15). Mais ils ne doivent être perçus que comme première étape.
Nul doute que demain sous l'effet conjugué de la "négociation collective" décentralisée UDO par UDO, ligne par ligne (abrogation du protocole de 1970) et de la "gestion par centre" présentée comme le volet économique de la "décentralisation" ("entre les lignes" Fevrier 93), les multiples "PME" qui composeraient la RATP, vont accelérer cette "atomisation". C'est en prenant en compte la véritable dimension de ces attaques que l'on apprécie le véritable "coup de poignard dans le dos" que les dirigeants syndicaux ont porté aux conducteurs. C'est l'aboutissement de leur "participation" à la mise en oeuvre des projets de la direction.
L'appel des "510" ouvrait une voie à la possibilité de mettre en échec cette orientation.
La voie pour imposer la rupture aux dirigeants syndicaux avec la direction et ses projets.
La voie pour nous permettre en assemblée générale, de leur imposer notre volonté et de les contrôler.

- Faire le bilan, en tirer les enseignements, c'est préparer demain !

Le 13 Avril 1993

Les initiateurs de l'appel des 510 conducteurs

Pour tout contact: COLLON JEAN YVES : RUEIL LIGNE A
ALBERT JEAN MICHEL : DAUPHINE LIGNE 2

A l'approche du 73e congrès de l'UNEF-ID, pour sauver le syndicat de la destruction, une seule orientation est possible :

PREPARER L'AFFRONTEMENT AVEC LE GOUVERNEMENT ULTRA-REACTIONNAIRE BALLADUR - BAYROU - FILLON

Le 73e congrès de l'UNEF-ID est convoqué à Clermont-Ferrand les 7, 8 et 9 mai 1993. Ce congrès se tiendra alors qu'un tournant vient de s'opérer dans la situation politique française. Lors des élections législatives de mars dernier, une majorité écrasante de députés UDF et RPR a été élue à l'Assemblée Nationale. Le gouvernement Balladur s'apprête à engager l'assaut contre le prolétariat et la jeunesse. Sans aucun doute, les étudiants ne seront pas épargnés. Ils doivent se préparer à livrer bataille. Dans ce contexte, malgré son état de faiblesse extrême dû à l'orientation de sa direction, le rôle que peut jouer l'UNEF-ID est d'une grande importance. C'est pourquoi, son prochain congrès doit être considéré comme un moment décisif par les étudiants révolutionnaires.

LE PROGRAMME DE LA MAJORITE UDF-RPR POUR L'UNIVERSITE...

"Pas de quartier", ainsi pourrait être condensé ce que compte réaliser le nouveau gouvernement à l'Université. Pour la bourgeoisie, la situation n'a que trop duré. Dans leur programme, l'UDF et le RPR ne se donnent pas la peine d'entrer dans le détail. Mais l'objectif est clairement fixé : détruire ce qu'il reste de l'Université à caractère national. Ainsi dans le "projet de l'Union pour la France", il est dit :

> *«Assurer l'autonomie et la décentralisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les Universités ne sont plus capables de faire face aujourd'hui à l'augmentation du nombre d'étudiants».* ("Le Monde" du 11/2/93)

Le projet poursuit :

> *«Des Universités autonomes et concurrentielles : un enseignement supérieur visant l'excellence exige des Universités autonomes et concurrentielles. Celles-ci doivent avoir le même statut d'autonomie et de liberté que les autres universités de par le monde. Elles doivent bénéficier de financements diversifiés : collectivités locales, fondations, prêts garantis, droits d'inscription».* ("Le Monde" du 11/2/93)

Et encore :

> *«Il faut faciliter la création d'établissements d'enseignement supérieur libres.*
>
> *Il faut multiplier les formations courtes professionnelles et permettre à chaque jeune de continuer son parcours de la réussite, au lieu de le laisser échouer dans un enseignement supérieur général auquel il n'est pas préparé* (quelle sollicitude ! NDLR)». ("Le Monde" du 11/2/93)

Par ailleurs, dans le compte rendu des Etats généraux de l'opposition, on peut lire :

> *«Les Universités doivent fixer elles-mêmes les conditions d'accès en assurant l'orientation des étudiants en fonction des aptitudes, du travail et des compétences. Elles doivent recruter elles-mêmes les enseignants dont elles ont besoin (...). Il faut permettre la création d'universités libres et donc supprimer le monopole du service public (...) le paiement des études à l'Université ou dans le secondaire, associé à un système de chèques-éducation et de bourses (attribués éventuellement par des fondations à l'américaine), est un facteur de responsabilisation des étudiants (ou des parents) et doit être réintroduit».*

Voilà à quoi les étudiants et les enseignants de l'enseignement supérieur doivent se préparer : à une offensive brutale et sans discernement. Il faut être clair : comparé au programme de l'UDF et du RPR tel qu'il est formulé aujourd'hui, le projet de loi Devaquet de 1986 apparaît comme une simple plaisanterie. L'objectif de la bourgeoisie, c'est la destruction totale de l'Université telle qu'elle est actuellement.

...UNE RUPTURE AVEC CE QUI A ETE DEJA FAIT CONTRE LES ETUDIANTS DEPUIS 1988

Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1988, du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson au gouvernement Mitterrand-Bérégovoy-Tapie-Soisson, en passant par le gouvernement Mitterrand-Cresson-Soisson, ont été au service de la bourgeoisie et du capital. Leurs ministres de l'Education nationale, Jospin puis Lang, n'ont cessé de poursuivre les objectifs de leurs malheureux prédécesseurs du gouvernement Chirac - Devaquet. A ce titre les étudiants et les enseignants du supérieur n'ont pas été ménagés.

De la loi d'Orientation, adoptée en avril 1989 par l'Assemblée Nationale, à la "rénovation" des cycles universitaires instituée par les arrêtés de mars 1993, tous ces gouvernements ont œuvré au compte de la bourgeoisie, contre les étudiants. Le bilan est accablant. En mars 1991, un pas important vers l'autonomie des universités était franchi avec la nouvelle carte universitaire contenue dans le plan "Université 2000" qui conditionne l'engagement financier de l'Etat à celui des régions et des départements. Depuis 1990, la politique des contrats quadriennaux entre l'Etat et chaque université a été mise en place en vue d'appliquer un contrôle strict des dépenses et de "rentabiliser" les formations. En ce qui concerne le recrutement

de toutes les catégories de personnel — y compris les enseignants — les prérogatives des conseils d'université ont été renforcées au détriment du recrutement national. L'accent a été mis sur l'instauration des filières "professionnalisées" — telles les IUP — sous le contrôle direct du patronat. Le "plan social étudiant" n'a été que de la poudre aux yeux et personnes ne peut contester la dégradation considérable de ce qui restait encore des œuvres universitaires. Enfin, la "rénovation" des cycles universitaires, toujours en accentuant le pouvoir des conseils, réduit drastiquement les heures de cours, généralise le tutorat, supprime des dizaines de DEUG, licences et maîtrises et facilite "l'orientation" d'un plus grand nombre d'étudiants vers les filières courtes à caractère professionnel. Par ailleurs, l'ensemble de cette politique avait comme toile de fond une aggravation du manque de locaux et d'enseignants. D'une manière générale, les augmentations de budgets programmés pour faire passer la pillule ont été largement insuffisants pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants qui est passé de 1,2 à 1,5 millions de 1988 à 1992.

Ainsi, L. Jospin et J. Lang ont cherché à servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Faute de mieux, cette dernières a dû pendant cinq ans, contrainte et forcée, se contenter de ce qui a été fait. Pour les étudiants c'est beaucoup. Pour la bourgeoisie, c'est peu, trop peu... et on est encore très loin du compte. Le programme du gouvernement Balladur-Bayrou-Fillon, dont les grandes lignes ont été rappelées plus haut, constitue un saut qualitatif par rapport à ce qui a été fait depuis 1988 et même par rapport à ce qu'avait entrepris le gouvernement Chirac-Devaquet. La situation de l'impérialisme français s'est considérablement aggravée. Le gouvernement doit frapper vite et fort.

«L'UNEF AU BORD DE L'IMPLOSION»

C'est ainsi que "Le Monde" du 4 février 1993 décrivait, à juste titre, la situation dans le syndicat étudiant. Lors de son collectif national des 30 et 31 janvier 1993, la direction de l'UNEF-ID a été contrainte de convoquer en mai prochain le 73e congrès, du fait du développement d'une crise interne, elle-même expression de celle du Parti Socialiste.

Depuis le 72e congrès, qui s'est tenu à Paris du 29 mars au 1er avril 1991, l'UNEF-ID est restée dirigée par les militants du Parti Socialiste liés à JC Cambadélis, épaulés par les rocardiens. Lors du Bureau national du 9 janvier 1993, la fraction de JC Cambadélis à la direction de l'UNEF-ID éclatait. Presque la moitié de celle-ci décidait de rompre avec l'ex-député du 19e arrondissement de Paris, mais aussi avec le Parti Socialiste, et de constituer une nouvelle tendance syndicale "Indépendance et Action", "pour un syndicalisme de transformation sociale". Les "amis" de JC Cambadélis ont conservé de peu une majorité, avec le soutien des rocardiens, à la direction de l'UNEF-ID mais ils ont dû concéder la convocation du congrès lors du collectif national de fin janvier.

Les dirigeants de la nouvelle tendance "Indépendance et Action" expliquent les raisons de leur rupture avec JC Cambadélis. Ils indiquent que depuis 1986, ils étaient partie prenante du combat pour "renforcer la gauche du Parti Socialiste" que, selon eux, impulsait le Cercle d'Etudes Contemporaines (CEC) au sein du PS sur la ligne : *«Ce qui guide notre action pour le socialisme, c'est : oser plus de démocratie. Oser plus de démocratie sociale et politique est un acte volontaire. Oser plus de démocratie, c'est mettre au centre de son action politique l'égalité sociale et politique de l'individu et son intégration sociale»*. Mais, selon eux, JC Cambadélis a renoncé à cette "stratégie". La manière dont ils le rapportent en dit long sur la décomposition de l'ex-dirigeant du PCI :

> *«L'abandon des idées que nous défendions jusque là au nom de la fidélité à cette stratégie, avec comme dénouement la création du Manifeste contre le Front National, qui, pour rassembler sans préalable la gauche évitait les débats de fond. Au nom de l'unité, on récusait tout débat d'idées, qui aurait inéluctablement isolé le PS. Au nom de la recomposition on refusait toute unité d'action avec des structures de la 'gauche alternative", ou avec les courants minoritaires du PS, donc facteurs de division. Pire, pour se donner l'apparence de l'unité, on organisait à la rentrée universitaire des meetings communs avec l'UESF* (Union des Etudiants Juifs de France, organisation sioniste ultra-réactionnaire - NDLR)».

Dans l'UNEF-ID, la nouvelle orientation de Cambadélis s'est traduite par l'alliance avec les rocardiens lors du 72e congrès en 1991. Mais que proposent les dirigeants d'Indépendance et Action ? Quelle est leur orientation dans l'UNEF-ID ?

A la deuxième question, ils ne donnent pas de réponse et surtout évitent d'aborder la caractérisation de la nature des gouvernements que le PS a dirigés depuis 1981 et de celle de la politique qu'ils ont menée. Hormis leur désaccord avec JC Cambadélis qui a abandonné la "ligne" 'Oser plus de démocratie", ils n'expliquent en rien les raisons de leur rupture avec le PS.

A la première question, leur réponse réside dans l'"Appel à la jeunesse étudiante" qu'ils ont lancé avant les élections législatives. Cet appel ne donne aucune consigne de vote et invite à rejoindre un nouveau club dénommé *"Engagement - parce que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire"*... Oui, mais encore ? L'appel poursuit :

> *«La crise des sociétés occidentales s'accompagne de la dégradation, sous nos yeux, de la planète et de l'humanité dans son ensemble : 90 % de la planète est touchée par les guerres, le repli sur des ethnies ou des religions, la pollution, la famine et la misère. Nous refusons de voir ici la marque de la fatalité. Les solutions existent à condition de vouloir les trouver !»*

Et quelles sont les solutions ?

> *«Nous appelons tous les étudiants de France, <u>soucieux de réformes vraies</u>, à se rassembler afin d'affirmer leur volonté de changer les choses»* (souligné par nous).

Le combat pour le socialisme est-il toujours à l'ordre du jour ?

L'appel du club "Engagement" n'évoque même pas la question, allant jusqu'à bannir l'emploi du terme "socialisme". Il se situe sur le terrain de la nécessité de "recomposer la gauche".

Enfin, l'orientation que la tendance "Indépendance et Action" propose au sein de l'UNEF-ID est l'expression de

l'inconsistance politique de ce regroupement éphémère et hétéroclite. Cette orientation consiste à dénoncer le "syndicalisme d'élus" de la direction, en lui opposant un "syndicalisme d'action" mais elle ne remet en aucun cas en cause la participation aux conseils de gestion. La plupart des mesures appliquées par le gouvernement depuis 1988 ne sont pas remises en cause, qu'il s'agisse, par exemple des IUFM ou de la "rénovation" des cycles universitaires. Au mieux, le programme de la nouvelle tendance se résume au combat pour de "vraies réformes" à l'Université, sur "trois axes" : l'aide sociale, la pédagogie et le budget.

En définitive, la naissance de la tendance "Indépendance et Action" est une expression de la crise de décomposition du PS. Ses dirigeants n'hésitent pas à affirmer leurs liens avec les "oppositionnels" de la CGT, de la CFDT, de l'UNEF-SE et du syndicat SUD. En aucun cas cette tendance ne constitue un point d'appui sur les militants qui veulent combattre contre la destruction de l'UNEF-ID. Au contraire, elle participe du processus "d'implosion" qui pourrait aboutir à la disparition du syndicat étudiant. Au 72e congrès, la direction de l'UNEF-ID, autour de son président P Campinchi, a donné une impulsion ultime sur une orientation définie comme le passage du "syndicalisme de contestation à celui de proposition", c'est-à-dire la prise en charge ouverte de la politique du gouvernement. Cette orientation est la seule explication à la crise de l'organisation syndicale, aujourd'hui exsangue avec environ 8000 adhérents et rejetée par les étudiants au même titre que l'UNEF-SE dirigée par le PCF et l'UEC. Pour maintenir sa position, le président P. Campinchi n'a pas hésité à coopter au BN un représentant de l'organisation bourgeoise, d'inspiration démocrate-chrétienne, Génération-Ecologie. Il est maintenant l'otage des "jeunes rocardiens" qui font valoir leurs exigences en avançant leur orientation pour "un syndicalisme de site", c'est-à-dire l'adaptation complète des structures du syndicat à l'autonomie des Universités.

Les dirigeants du PS, de concert avec ceux du PCF, ont détruit la FEN dans le seul but de se donner les coudées franches dans la prise en charge de la politique du gouvernement appuyé sur la majorité UDF-RPR. Nombreux sont aujourd'hui les dirigeants du PS, avec comme pointe avancée M. Rocard, qui œuvrent à la destruction du PS lui-même. Les mêmes, à l'Université, militent pour en finir avec l'UNEF-ID. Le combat pour la défense de l'organisation syndicale doit être mené à l'approche de son 73e congrès.

ENCORE ET TOUJOURS UNE QUESTION CENTRALE : LA PARTICIPATION

Combattre pour la défense de l'UNEF-ID, est avant tout une question d'orientation. Toutes les fractions de l'UNEF-ID se font les champions de l'indépendance syndicale. En fait, il s'agit là d'un verbiage qui vise à masquer leur capitulation. Un syndicat indépendant, c'est d'abord une organisation qui se situe sur l'orientation du combat contre les gouvernements bourgeois et l'Etat bourgeois, au compte de la défense inconditionnelle des revendications des étudiants. A l'Université, le premier pas vers l'indépendance syndicale, c'est la rupture avec la participation aux conseils de gestion, du CNESER aux conseils d'UFR, en passant par les multiples commissions mises en place par le gouvernement pour faire prendre en charge sa politique par les organisations syndicales étudiantes, enseignantes et des personnels.

Avec la loi Faure de 1968, l'Université a été le terrain d'expérimentation par la bourgeoisie et les dirigeants des appareils syndicaux de la participation. C'est pourquoi, cette question a toujours été au centre des affrontements dans l'UNEF entre ceux qui se situaient au côté des étudiants, contre la bourgeoisie et ceux qui se situaient du côté de la défense de l'ordre bourgeois.

Depuis 1988, les gouvernements qui se sont succédés n'ont réussi à avancer considérablement contre les étudiants et les enseignants qu'en faisant jouer à plein la participation. Tous les plans évoqués plus haut sont le fruit de la "concertation" à laquelle, pour sa part, la direction de l'UNEF-ID s'est prêtée sans vergogne. Pour le gouvernement Balladur, la participation restera une œuvre essentielle contre le prolétariat et la jeunesse.

L'UNEF ET LA PARTICIPATION A GRANDS TRAITS, UN PEU D'HISTOIRE...

Dès son origine, les gouvernements de la Ve République n'ont de cesse de remettre en cause les conquêtes de la classe ouvrière en matière d'enseignement public. Dans l'enseignement supérieur, en 1964, les étudiants ont été confrontés à la préparation de la réforme Fouchet. Dans cet objectif, le gouvernement proposait la mise en place d'une Commission de Réforme de l'Enseignement Supérieur afin de faire prendre en charge sa politique par les dirigeants de l'UNEF. En janvier 1964, soumise à la pression due au processus de radicalisation et de politisation des masses étudiantes, la direction de l'UNEF était contrainte de refuser de participer à cette Commission. La mobilisation des étudiants de 1964 à 1968, puis la grève générale de mai-juin 1968 ont abouti au caractère inachevé de l'application de la réforme Fouchet. Dès l'automne 1968, la bourgeoisie décidait de reprendre l'offensive. Le premier acte se déroula dès le 7 novembre par l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi Faure (à l'unanimité des votants à l'exception des députés PCF qui... s'abstenaient) mettant en place les conseils d'Universités. En présentant sa loi devant l'Assemblée Nationale, E. Faure expliquait :

«Autrefois on avait pu définir l'autonomie parce que l'on n'avait pas pensé à la participation».

Pour la bourgeoisie, l'objectif de la destruction de l'enseignement public supérieur national par l'instauration de 'l'autonomie des universités" était indissociable de la mise en place de la participation. Par la suite, toutes les "réformes" qu'ont dues combattre les étudiants se sont situées en application de la loi Faure. Il en fut ainsi de la réforme Fontanet en 1973-1974 comme de la réforme Haby en 1975-1976.

En décembre 1968, le 57e congrès de l'UNEF, à Marseille, rejetait la loi Faure et appelait au boycott des élections-partipation. Toutefois l'UNEF était en proie à une grave crise interne. Un premier coup lui était porté par la LCR et les gauchistes décomposés qui appelaient les étudiants à quitter l'UNEF au compte de la construction d'un "mouvement politique de masse". Au congrès de Marseille, seule la tendance

"Renouveau", animée par le PCF et l'UEC, se prononçait pour la participation.

Au 58e congrès de l'UNEF, à Orléans, en avril 1970, sous l'impulsion des militants de la tendance Unité Syndicale dirigée par l'OCI et l'AJS, l'UNEF réaffirmait son rejet de la participation qui était par ailleurs rejetée par la grande masse des étudiants malgré les efforts de la tendance "Renouveau" qui adoptait une attitude scissionniste en appelant aux élections aux conseils d'universités et en constituant l'UNEF Renouveau, devenus aujourd'hui l'UNEF-SE.

Après le 58e congrès, la direction de l'UNEF, constituée pour l'essentiel par les militants du PSU — dont l'une des figures de proue fut M. Rocard — capitulait à son tour et décidait de quitter l'UNEF.

Lors de son 59e congrès, à Dijon, en février 1971, l'UNEF, portée à bout de bras par les militants de la tendance Unité Syndicale, réaffirmait :

«Le 59e congrès de l'UNEF, conscient :
— que les intérêts spécifiques des étudiants ne sauraient être séparés de ceux de la jeunesse et de la classe ouvrière dans son ensemble,
— que le succès des combats étudiants est étroitement relié aux luttes ouvrières, mais que le mouvement étudiant peut et doit mener ses propres combats,
confirme comme préalable pour que soient menées des actions victorieuses, la condamnation de la participation votée par le 58e congrès d'Orléans, appouvée par le refus de voter des étudiants».

L'UNEF était alors exsangue. Elle subissait les attaques — avec au premier rang la LCR — des gauchistes qui appelaient ouvertement à sa destruction. L'UNEF-renouveau organisait une scission. La bourgeoisie réprimait, dans les facultés, les militants de l'UNEF parce qu'ils refusaient la "participation". (Par ailleurs les locaux et autres avantages matériels n'étaient accordés par les conseils qu'aux organisation participationnistes tels l'UNEF-renouveau et les groupuscules bourgeois).

Mais, malgré tout, le combat contre la participation, expression d'une ligne de combat contre le gouvernement, contre les conseils de gestion, pour la défense des revendications des étudiants, et pour l'unité de leurs organisations, a permis de sauver l'UNEF de la destruction et d'assurer la continuité de l'UNEF.

COMBATTANT CONTRE LA PARTICIPATION, L'UNEF SE RECONSTRUIT...

Au cours des luttes étudiantes de grande envergure contre le gouvernement, notamment contre les Deug et la loi Debré en 1973, une large avant-garde d'étudiants, organisée par l'OCI et son organisation chez les étudiants, l'AER, a tiré le bilan des illusions gauchistes et a engagé le combat pour la reconstruction de l'UNEF.

Dès 1975, l'UNEF s'est imposée comme la principale organisation étudiante, faisant jeu égal aux élections aux CROUS avec l'UNEF renouveau qui bénéficiait pourtant du soutien du puissant appareil du PCF et de ses nervis, des syndicats enseignants participationnistes tel le SNESup et des conseils. En 1976, l'UNEF jouait un rôle primordial dans le combat contre la réforme Haby, imposant notamment la manifestation centrale des étudiants à Paris, orientation combattue par les gauchistes et l'UNEF renouveau.

A partir de 1976, toutes les organisations politiques s'exprimant à l'Université, mis à part le PCF et l'UEC, devaient reconnaître que l'UNEF vivait et était l'organisation syndicale des étudiants. Dans un premier temps, la LCR elle-même jetait aux orties les "comités de lutte" sensés matérialiser le "mouvement politique de masse" et s'engageait dans la constitution d'une organisation à caractère syndical, le MAS.

En 1979, l'UNEF était largement majoritaire aux élections aux CROUS, tandis que la participation aux élections aux conseils de gestion était réduite à la portion congrue, autour d'un dernier carré organisé par l'UNEF renouveau et les groupuscules bourgeois.

En 1980, toutes les organisations politiques étudiantes — excepté le PCF et l'UEC — étaient contraintes politiquement d'accepter le congrès de réunification des 3, 4 et 5 mai, le 66e congrès de l'UNEF. 12 ans après le congrès de Marseille, un pas important dans le processus de reconstruction de l'UNEF s'accomplissait. Dans son article V, la charte de réunification proclamait :

«L'UNEF ne peut à la fois élaborer les plans du gouvernement et les combattre, c'est pour cela que l'UNEF rejette la participation-intégration du syndicat à l'Etat».

...MAIS EN 1981, L'UNEF RENONCE AU COMBAT CONTRE LA PARTICIPATION

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fitterman-Crepeau, constitué après l'élection de F. Mitterrand à la présidence de la République et d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale était un gouvernement bourgeois, au service du capital. Son ministre de l'Education nationale, A. Savary a, dès septembre 1981, situé sa politique dans la continuité de la loi Faure et des gouvernements précédents. En 1983, présentant sa loi devant l'Assemblée Nationale, il déclarait :

«Je ne reviendrai que rapidement sur la loi d'Orientation de l'Enseignement Supérieur du 12 novembre 1968. Ce texte élaboré par le Président Faure (...) a affirmé trois principes : autonomie, pluridisciplinarité et participation dont j'ai déjà dit qu'ils constituaient pour les universités une avancée et que je les reprenais largement à mon compte (...) Toutefois, la loi de 1968 a eu un champ d'application plus étroit que ce qu'il est souhaitable...».

Pourtant, la direction de l'UNEF, entre les mains de JC Cambadélis, membre du bureau Politique du PCI, engageait la préparation d'un colloque de l'UNEF, convoqué les 16 et 17 novembre 1981, sur la ligne "Pour faire entrer le changement à l'Université". C'était une expression de la capitulation de la direction du PCI face au gouvernement, s'engageant dans la voie du renoncement au combat pour la rupture des dirigeants

du PCF et du PS avec la bourgeoisie, et la constitution d'un gouvernement PCF-PS sans ministres bourgeois. La ligne "Faire entrer le changement à l'Université" était une ligne de pression sur le gouvernement, répandant l'illusion que "le changement" était en cours et qu'il suffisait de combattre pour imposer au gouvernement qu'il ait aussi lieu à l'université.

Et comme concrétisation de cette capitulation, la direction de l'UNEF, arguant du fait qu'il fallait saisir 'la chance" que représentait la possiblité d'influer sur le contenu du projet de la loi Savary, décidait de la participation de l'UNEF aux élections aux conseils d'Universités, décision qui fut définitivement entérinée lors du colloque de novembre 1981. Il est à noter que ce tournant décisif a été imposé sans que ne soit convoqué le congrès de l'UNEF. En effet, le 67e congrès fut convoqué en février 1982, après que l'UNEF ait participé pour la première fois aux élections-participation. En 1981, le PCI restait une organisation trotskyste : immanquablement, la convocation d'un congrès de l'UNEF aurait abouti à un développement d'une discussion au sein du PCI dont l'issue était incertaine pour sa direction.

A partir de 1982, année après année, l'orientation révisionniste de la direction du PCI s'affirmant, l'UNEF-ID a pris en charge de plus en plus ouvertement la politique participationniste. En 1986, JC Cambadélis passait au PS avec la quasi totalité de la fraction étudiante du PCI, livrant l'UNEF. Après la réélection de F. Mitterrand en 1988, la direction de l'UNEF, intégrée au courant dirigeant le PS, n'a eu de cesse de transformer l'organisation syndicale en une courroie de transmission de la politique gouvernementale, cette orientation indissociable de la participation aux conseils à tous les niveaux. Par la même, l'UNEF s'est située au côté de l'UNEF-SE — et a été reléguée à son niveau dans la conscience de la grande masse des étudiants — dans les conseils du gouvernement, contre les étudiants.

POUR S'OPPOSER A LA DESTRUCTION DE L'UNEF UN PREALABLE : SE PREPARER A AFFRONTER LE GOUVERNEMENT BALLADUR...

L'UNEF-ID n'existe qu'en tant qu'organisation syndicale des étudiants, combattant le gouvernement pour la défense de leurs revendications. La défense de l'UNEF ne peut être dissociée du combat contre le gouvernement bourgeois. Aujourd'hui, la seule orientation qui peut permettre d'engager le processus de destruction de l'organisation syndicale étudiante, est de — à l'inverse de J. Lang souhaitant à son successeur Bayrou "Bonne chance" — déclarer la guerre au gouvernement Balladur et de se préparer à l'affronter.

C'est sur cette orientation, qu'en novembre-décembre 1986, les étudiants ont infligé une défaite cinglante au gouvernement Chirac en imposant le retrait du projet de loi Devaquet. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de la grève générale qui, en elle-même, ne résout rien. Mais en novembre-décembre 1986, les étudiants ont été victorieux parce que la puissance de la grève générale était dirigée contre le gouvernement Chirac sur la ligne du Front unique. Ce qui s'est concrétisé par les manifestations des 27 novembre et 4 décembre 1986 rassemblant plusieurs centaines de milliers d'étudiants devant l'Assemblée Nationale puis par l'exigence que les centrales syndicales ouvrières réalisent le Front unique face à la répression policière.

Comme l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse, les étudiants vont être confrontés à une offensive sans précédent du gouvernement Balladur, appuyé sur la majorité UDF-RPR et auguillonné par le Front National. Dans cette situation, le 73e congrès de l'UNEF-ID doit préparer les étudiants à résister à l'assaut de la bourgeoisie. La direction de l'UNEF-ID doit appeler les étudiants à préparer le combat contre la politique du gouvernement UDF-RPR, contre ce gouvernement, sur la même orientation qu'en novembre-décembre 1986.

...POUR CELA, ROMPRE AVEC LA PARTICIPATION

Le premier pas indispensable dans cette voie nécessite que la direction de l'UNEF-ID rompe avec la participation et que dès maintenant les étudiants exigent d'elle :

> Non à la participation !
> Pas un étudiant pour élaborer et appliquer la politique du gouvernement Balladur dans les conseils, à tous les niveaux, des conseils d'UFR au CNESER !

Ce sera aux étudiants d'imposer aux dirigeants de l'UNEF-ID qu'ils démissionnent des conseils et qu'ils s'engagent dans le combat pour le Front unique des organisations syndicales étudiantes — UNEF-ID, UNEF-SE — et enseignants pour en finir avec la participation et affronter le gouvernement.

C'est sur cette orientation que doivent se situer aujourd'hui les étudiants révolutionnaires pour leur intervention politique lors de la préparation du 73e congrès de l'UNEF. Ils s'efforceraient ainsi d'assurer la continuité du combat de l'avant-garde révolutionnaire à l'Université, en reprenant à leur compte l'héritage politique laissé par l'OCI et l'AER dans les années 1970 et abandonné par la direction de l'ex-PCI.

Le 2 avril 1993

LA RUSSIE ET LES REPUBLIQUES DE L'EX-URSS

LE REFERENDUM DU 25 AVRIL

Le 25 avril aura donc lieu le référendum dont il est question depuis la VIIe session du "Congrès des députés du peuple de la République fédérale de Russie" (1-14 décembre 1992). A la fin de la IXe session de ce "Congrès" (26-29 mars 1993), congrès extraordinaire, la majorité des députés a accepté que se tienne ce référendum, mais sur les questions suivantes :

«Faites-vous confiance au président Boris Elstine ? Approuvez-vous la politique sociale et économique menée depuis 1992 ? Etes-vous pour une élection présidentielle anticipée ? Etes-vous pour des élections législatives anticipées ?»

Elstine avait déclaré qu'une seule question devait être posée : celle portant sur la confiance renouvelée au président de la République. Les députés avaient également décidé que pour l'emporter, le "oui" devrait réunir au moins 50 % des inscrits et non des exprimés. Elstine acceptait encore moins cette condition. A son retour de Vancouver, il a expliqué que finalement il ne s'opposait plus, dans un désir de conciliation, à ce que les quatre questions, exigées par le congrès, soient posées et il a appelé à répondre "oui" à toutes. Mais le désaccord reste entier en ce qui concerne la condition que les "oui" passent la barre des 50 % des inscrits pour être valable.

L'équipe présidentielle se propose de saisir la "Cour constitutionnelle" sur ce point :

«Le président a été élu par une majorité d'électeurs. Maintenant, on lui demande d'être confirmé par au moins 50 % des inscrits ; cette décision correspond à une violation de la loi fondamentale»

a expliqué le conseiller présidentiel Andranick Migranian.

En effet, normalement la majorité par rapport aux exprimés est à peu près garantie. Toutes les puissances impérialistes et l'impérialisme américain en particulier, soutiennent Boris Elstine. Bill Clinton a rencontré Boris Elstine les 3 et 4 avril à Vancouver, principalement pour confirmer spectaculairement le soutien politique qu'il lui apporte. Les Sept (USA, Japon, Allemagne, Angleterre, France, Italie, Canada), réunis les 14 et 15 avril à Tokyo, lui ont également apporté leur appui. Ils ont démonstrativement décidé d'une assistance à la Russie qui, en apparence, s'élèverait à 43,4 milliards de dollars. De leur côté, tous les président des Républiques adhérentes à la CEI se sont réunis le 16 avril à Minsk afin d'apporter à l'occasion du référendum leur appui à Boris Elstine. Léonid Kravchouk, président de la République d'Ukraine, pourtant en conflit permanent avec Elstine, aurait dit :

«Si la Russie continue à avancer sur la voie des réformes prises par Boris Elstine, la CEI existera, sinon elle n'existera plus car les forces les plus actives en Russie ne veulent pas de la CEI mais de l'URSS».

Le président ouzbek Islam Karimov aurait ajouté :

«La victoire des réformes et la réalisation du processus en cours nous intéresse tous».

Le président du Kazakhstan, Noursoultan Narzabaev, aurait précisé :

«Tous les membres de la CEI sont concernés par le progrès des réformes en Russie, et le garant de ces réformes, c'est le président élu au suffrage universel».

Tous craignent qu'un échec de Boris Elstine entraîne un vide politique, provoque l'absence de pouvoir. Déjà de puissantes forces centrifuges se manifestent. Boris Elstine battu ou même remportant une courte majorité, elles se déchaîneraient. Est-ce à dire qu'un "oui", même largement majoritaire permettrait une stabilisation solide ? Non. "Le Monde" du 14 avril remarquait :

«Dans un premier temps en effet, de nombreux apparatchiks (de l'appareil stalinien, NDLR) *faisant contre mauvaise fortune... bons bénéfices, eurent comme principal objectif, outre de se faire oublier et de sauver leur place, d'assurer leurs arrières. En détournant astucieusement le processus démocratique et la libéralisation de l'économie* (c'est "Le Monde" qui utilise cette formule, il faut lui en laisser la responsabilité, NDLR). *On reste chef du kolkhoze mais les "camarades" sont devenus des "actionnaires". On demeure aux commandes de complexe industriel, mais grâce aux milliers de bons de privatisation rachetés aux employés. Et on continue entre vieilles connaissances, à faire la même gestion qu'avant. Seul changement : la Mercédès ou la BMW a remplacé la Zil ou la Volga...*

(...) Le KGB par exemple, aujourd'hui ministère de la sécurité, serait en train de revenir aux pratiques du passé : surveillance téléphonique, du courrier...

(...) Le ministère a récemment demandé au Parlement d'introduire un certain nombre de modifications dans ses attributions "Si c'est accepté, écrit le journaliste du Moskovski Obozrevatel, Nicolaï Andreev, le directeur de n'importe quelle organisation, même non gouvernementale, sera obligé de coopérer avec les services de sécurité. "C'est une tentative de restaurer sur une base légale, la police d'Etat dans toutes ses anciennes attributions", a commenté, pour sa part Sergueï Sirotkin, de la commission des Droits de l'homme du Parlement. Et les rumeurs vont bon train sur l'intention prêtée au chef du "KGB nouveau", Victor Barannikov, nommé par M. Elstine, d'annoncer son soutien au président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, qui a mené la Fronde contre le chef de l'Etat. Au point que, lundi, paraissait la première interview jamais accordée par M. Baronnikov, affirmant que ses services "ne seront jamais impliqués dans le jeu politique"».

A quoi s'ajoute que les auteurs du "coup d'Etat" du 20 août 1991 ont été libérés depuis longtemps et que leur "procès" qui s'est ouvert le 14 avril a été suspendu le 16. Il est renvoyé *sine die*. La crise, au sommet de la bureaucratie du Kremlin éclatée, se poursuivra.

LE COMPROMIS LACERE

Le référendum du 25 avril sera la suite, sinon la fin, d'une longue bataille qui a commencé à la VIIe session du "congrès". A son issue, un compromis avait été conclu entre Elstine et la majorité des députés. Il prévoyait la tenue :

> *«d'un référendum le 11 avril 1993 sur les principales dispositions de la Constitution adoptées par le parlement "en accord avec le président de la Cour constitutionnelle. En cas de désaccord plusieurs formulations seront soumises à vote distinct". Le traité de la Fédération sera inclus dans la Constitution dont le projet sera publié le 31 mars 1993».*

Ce compromis n'a pas résisté longtemps.

Des divergences entre Boris Elstine et Khasboulatov (président du soviet suprême également appelé "Parlement" et président du Congrès) sont rapidement apparues. Ce dernier a mis en doute l'utilité du référendum. Il s'est ensuite prononcé pour qu'une question supplémentaire y soit incluse. Elle porterait sur l'éventualité d'élections au congrès et à la présidence au printemps 1994. Or, le "mandat" d'Elstine va jusqu'en 1996 tandis que celui du Congrès se termine en 1995. Le président du Conseil constitutionnel Zorkine a également mis en doute l'utilité du référendum. Dès lors les amis politiques d'Elstine ont expliqué qu'il porterait surtout sur la poursuite des réformes économiques et la convocation d'une Assemblée constituante, laquelle se prononcerait sur l'opportunité d'élections anticipées (sic). Plus tard Elstine a déclaré que, sous quelques conditions, il était prêt à renoncer au référendum. Les discussions et négociations entre Elstine et Khasboulatov n'ont pas cessé pendant trois mois, sans aboutir à des résultats satisfaisants pour l'un et pour l'autre.

C'est alors que Khasboulatov a décidé de convoquer une session extraordinaire du "congrès". Il a proposé qu'à la place du référendum soient organisées en 1994 des élections générales et anticipées, législatives et présidentielles. Le 3 mars le haut commandement militaire a demandé à Elstine qu'il prenne les mesures pour résoudre la crise politique. Le 5 mars une dépêche de l'AFP annonçait :

> *«Le Parlement russe a ouvert la voie vendredi 5 mars à une possible destitution de Boris Elstine en chargeant le Congrès extraordinaire convoqué mercredi de se prononcer sur le "respect de la Constitution" par le chef de l'Etat. Si le chef de l'Etat est reconnu "coupable" sur la foi d'un rapport demandé au président de la Cour constitutionnelle, Valery Zorkine, l'assemblée à majorité conservatrice serait en droit de proclamer la destitution du président.*
>
> *Bien que l'application pratique de la procédure de destitution reste floue, la décision du parlement ressemble à une véritable "déclaration de guerre". Les députés ont rejeté à la quasi unanimité le projet d'accord constitutionnel élaboré par la présidence, dernière chance pour mettre fin à la rivalité entre les pouvoirs exécutif et législatif».*

Mais, expliquait "Le Monde" du 7 mars :

> *«Il est cependant très peu vraisemblable que les députés d'une opposition, aussi déconsidérés dans le pays que le reste de la classe politique, se sentent assez forts pour se lancer dans une telle aventure. En revanche, cet examen de la constitutionalité des actes accomplis "par les organes de l'Etat" pourrait fournir le moyen d'annuler le référendum».*

ELSTINE EXIGE ET MENACE

Cependant le 7 mars Elstine publiait les questions qu'il entendait soumettre à référendum :

> *«Approuvez-vous que la Russie soit une République présidentielle, que la principale instance législative du pays soit un Parlement bicaméral, qu'une nouvelle Constitution soit adoptée par une Assemblée constitutionnelle représentant la politique multinationale de la Fédération de Russie, que chaque citoyen ait le droit de posséder, d'exploiter de la terre en tant que propriétaire ?».*

Elstine postulait à la dictature. Derrière cette agitation politique se faisait entendre un cliquetis d'armes. Manifestement Boris Elstine tente d'obtenir l'appui de l'armée. Le 23 février nombreux avaient été les officiers en uniforme à participer à la manifestation et au meeting organisés conjointement par le nouveau Parti (pseudo) Communiste Russe et par le Parti libéral démocrate à l'occasion de la "journée de l'armée". Cette coalition que les Russes appellent "rouge-brun" est ultra-réactionnaire. Elle aussi vise à instaurer une dictature. Cela n'a pas empêché que le ministre de la défense déclare après avoir rendu hommage à l'armée :

> *«On ne peut compter avoir une armée forte si l'on n'assure pas une vie normale aux militaires et à leurs familles».*

En dépit des pressions extérieures, Khasboulatov a maintenu la convocation du "Congrès des députés du peuple" en inscrivant à son ordre du jour :

> *«Le respect de la Constitution par les organes du pouvoir d'Etat»* (le président Boris Elstine, le gouvernement, les ministres, NDLR).

Explicitement, sinon officiellement, était brandie la menace que le "Congrès" vote comme il en a le droit, la destitution d'Elstine. De son côté celui-ci laissait entendre qu'il pourrait, si le Congrès refusait de lui accorder ce qu'il exigeait, avoir recours à *«une option finale pas très conforme aux lois»*.

Cette session extraordinaire (VIII e session normale) du

"Congrès" s'est tenue du 10 au 13 mars 1993. Les députés ont refusé d'organiser le référendum que réclamait Elstine. Ils ont également refusé de lui accorder les pouvoirs d'exception qu'il réclamait pour poursuivre "les réformes économiques". Elstine a accusé le congrès, qu'il a quitté en faisant savoir qu'il n'y remettrait plus les pieds, d'avoir violé la Constitution. Il a annoncé qu'il ferait prochainement une déclaration. Les députés n'ont cependant pas voté sa destitution. "Le Monde" du 16 mars écrit néanmoins que le "congrès" a repris les très larges prérogatives que la Constitution lui reconnaît, mais qui, dans le "système soviétique" n'étaient que fiction *«et dont les élus entendent à présent faire une réalité»*.

NOUVELLE SESSION EXTRAORDINAIRE DU "CONGRES"

Ce n'est que le 20 mars que Boris Elstine a parlé à la radio et à la télévision. Il a annoncé la parution à brève échéance de décrets qui *"soumettraient le pays à son administration directe"*. En clair, cela signifiait qu'il considérait que désormais le "congrès" n'avait plus aucun pouvoir politique. Il annonçait aussi que le référendum aurait lieu le 25 avril.

« Chers concitoyens,

» Je vous avais promis une allocution sur les résultats du Congrès. (...) Aujourd'hui, je veux vous dire comment j'ai l'intention d'agir. (...) De nouvelles formes de vie ont émergé en Russie grâce à nos efforts conjoints. Mais c'est trop lent et trop dur. Le pays ne peut plus vivre dans un climat de crise permanente de pouvoir, dans un gaspillage de forces tel que nous ne sortirons jamais de notre pauvreté. (...) La racine de tous les problèmes n'est pas dans le conflit entre l'exécutif et le législatif, ni entre le Congrès et le président. (...) Elle est dans la contradiction profonde entre le peuple et l'ancien système bolchévique (...) qui lutte encore aujourd'hui pour retrouver son pouvoir perdu. (...)

» Le huitième congrès a été le théâtre du revanchisme de l'ancienne nomenklatura du parti. (...) Tout en jurant fidélité à la Constitution, ils refusent au peuple le droit de décider de son sort. (...)

L'idéologie impériale s'y est fait entendre à haute voix. Si cela devient la base de la politique, la Russie sera entraînée dans des conflits armés avec toutes les anciennes Républiques soviétiques. On a pu entendre fréquemment des slogans de guerre froide pendant le congrès. (...) La Russie ne survivrait pas à une seconde révolution d'Octobre. (...)

« J'ai signé un décret »

» Après de nombreuses consultations (...), j'ai signé aujourd'hui un décret instaurant l'administration spéciale jusqu'à la résolution de la crise du pouvoir. Aux termes du décret, un vote de confiance dans le président et le vice-président est fixé au 25 avril 1993. (...) En même temps, un vote sur un projet de nouvelle Constitution et sur un projet de nouvelle loi électorale pour l'élection d'un Parlement fédéral sera organisé, également par le président.

» Ils entreront en vigueur si les citoyens soutiennent le président et le vice-président. (...) Jusqu'à la nouvelle Constitution, le Congrès et le Soviet suprême ne sont pas dissous. (...) Aux termes du décret, les décisions d'administrations ou de fonctionnaires visant à annuler ou à suspendre des décrets présidentiels ou des résolutions du gouvernement n'auront aucune validité. (...)

» En tant que commandant en chef des forces armées, j'ai donné au ministère de la défense l'ordre de veiller à ce que l'armée ne soit pas utilisée à des fins politiques. (...)

» M. Tchernomyrdine, président du conseil des ministres, a reçu instruction de présenter d'ici deux jours une liste de mesures économiques (...), dont des mesures pour résoudre le problème de la terre, un mécanisme simple et compréhensible pour remettre aux citoyens des lopins de terre. (...)

» C'est vous-mêmes, citoyens de la Russie, qui déciderez tout par votre vote. Ce sera votre choix, le choix du peuple. Je compte sur votre compréhension pour mon action et je vous demande de soutenir votre président. Je crois que j'ai votre soutien. » – (AFP, Reuter.)

Immédiatement, le parlement de la Russie répliquait :

> *«Le Parlement de la Fédération de Russie a adopté, dimanche 21 mars, une résolution en trois points qualifiant, en préambule, les décisions du président Elstine d'"attentat aux fondements de la Constitution". Elle demande : 1) la saisine de la Cour constitutionnelle sur les décrets présidentiels ; 2) celle du procureur général de Russie, qui doit "examiner la question de la responsabilité de ceux qui ont pris part à l'élaboration de l'allocution présidentielle" ; 3) aux Russes de "manifester de la sagesse et de la retenue, pour éviter des actions qui pourraient représenter une menace pour la démocratie". En même temps, elle "déplore la position officielle des dirigeants de plusieurs Etats ayant soutenu les actes anticonstitutionnels" du président et affirme qu'"aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Russie ne sera tolérée».* (Itar-Tass).

Cette session s'est donc tenue du 26 au 29 mars. Il est impossible d'en décrire toutes les péripéties, quelquefois burlesques. Elle s'est terminée par l'adoption de la décision rapportée au début de cet article. Toutes les palinodies auxquelles se sont livrés Khasboulatov, Elstine, les députés, proviennent de ce que ni Elstine ni la majorité n'ont de profondes racines dans les masses. Ce sont des intérêts bien réels qui s'affrontent mais les masses n'y participent pas et la bataille se livre des deux côtés contre elles.

Une nouvelle fois Elstine se heurte directement à la fraction de la bureaucratie composée des dirigeants de la plupart des entreprises de production qui sont pour la privatisation mais qui veulent s'approprier les entreprises qu'ils dirigent et qu'elles survivent. Il se heurte aussi à une autre fraction qui se réclame ouvertement de Staline et fait bloc avec d'ultra-nationalistes lesquels veulent que revive "la grande et éternelle RUSSIE". Une partie au moins du corps des officiers marche avec cette fraction que la presse russe qualifie de bloc "rouge-brun". Une dépêche d'agence a fait savoir :

> *«Les bras levés triomphalement et Lénine à la boutonnière, M. Anatoli Loukianov, tout juste libéré de prison dans l'attente de son procès pour participation au putsch d'août 1991, s'est fait ovationner par 650 délégués réunis en congrès "reconstitutif" du Parti communiste de Russie, samedi 13 février, près de Moscou.*
>
> *L'ancien président du Soviet suprême soviétique ne fut d'ailleurs pas le seul putschiste acclamé par les congressistes ; outre M. Loukianov, six participants à la tentative de coup d'Etat à laquelle M. Elstine avait fait échec il y a dix-huit mois étaient présents : MM. Guennadi Ianaev, Oleg Baklanov, Oleg Cheinine, Iouri Plekhanov, Vladimir Krioutchkov et Vassili Starodoubtsev. Tous ont été libérés de prison le 26 janvier et doivent être jugés à partir du 14 avril pour haute trahison».*

LUTTE A L'INTERIEUR DU GOUVERNEMENT

Le compromis du 14 décembre 1992 avait également abouti à la ratification par le congrès de la nomination de Tchernomyrdine au poste de premier ministre. Mais immédiatement après les hostilités s'étaient réouvertes. Avant la tenue de la VIIe session du congrès, un voyage de Boris Elstine en Chine avait été préparé. A la fin de la VIIe session il l'a entrepris. Mais il y a mis fin prématurément pour revenir à Moscou participer à la formation du nouveau gouvernement et y imposer son équipe. Son porte-parole a alors déclaré :

«Les structures de base de l'ancien gouvernement seront conservées (...) Le gouvernement de la Russie restera fidèle à l'idée de passage à l'économie de marché et continuera sur la voie des réformes».

Elstine a réussi à ce que son équipe occupe les principaux postes gouvernementaux.

Dès les premiers jours de sa prise de fonction, Tchernomyrdine a annoncé que pour lutter contre leur hausse toujours accélérée, une certaine forme de contrôle des prix sera établie — les marges bénéficiaires sur les produits alimentaires de première nécessité devait être contrôlées. "Le Monde" du 17 janvier 1993 précisait :

«Dans le même temps la presse "pro-elstinienne" les Ivestia en tête, descendait en flammes, le décret qui tardait d'ailleurs à être publié. Il a fini par être rendu public, mais sans mention de l'essentiel, à savoir la liste des produits auxquels il s'appliquerait. C'est alors que le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumeïko a porté l'estocade finale en annonçant, jeudi 14 janvier, à la presse que le texte serait "retravaillé", pour l'excellente raison que dans sa forme actuelle il était inapplicable... Pour sa part, le malheureux premier ministre se réfugiait dans le silence, tandis qu'un porte-parole du gouvernement résumait la situation en termes limpides : "Nous ne pouvons pas dire de manière certaine si le gouvernement va ou non contrôler les prix" — qui entre-temps continuent à grimper à une vitesse vertigineuse, alors même que certains produits, eux-mêmes pourtant fort chers, recommencent à se faire rares dans les magasins d'Etat».

LE "LAXISME" DE LA BANQUE CENTRALE DE RUSSIE

En revanche, la Banque centrale de Russie, qui est une "position" que les "conservateurs" ont réussi à occuper au début de l'été 1992, ouvre des crédits considérables aux "entreprises" super endettées dont beaucoup ne produisent pas ou peu. La Banque centrale après avoir émis des billets de 5 000 roubles se prépare à émettre des billets de 50 000 et 100 000 roubles. L'inflation s'accélère exponentiellement. Il en résulte une chute de plus en plus rapide du rouble par rapport aux devises des grandes puissances capitalistes, notamment par rapport au dollar. Exemple : le jeudi 4 février il fallait sur le marché interbancaire de Moscou, 572 roubles pour 1 dollar, la semaine précédente il n'en fallait que 493, soit une baisse d'environ 15 %. De plus en plus l'économie de la Russie se "dollarise", le dollar devenant de facto l'étalon monétaire.

Le président du Fonds monétaire international condamne cette politique monétaire laxiste, inflationniste qui permet aux "entreprises" de ne pas faire faillite, mais ne peut aboutir qu'à la banqueroute du rouble. Jan Krauze faisait état dans "Le Monde" du 6 février d'un *"Nouveau coup de colère de M. Elstine contre certains ministres"* :

«Parmi les reproches jetés pêle-mêle par le président, figurent la hausse des prix, mais aussi celle des salaires en décembre et en janvier (25 % pour les prix et 50 % pour les salaires, à en croire M. Elstine), la distribution incontrôlée de crédits mais aussi le retard apporté aux investissements, le "pillage" commis par les banques commerciales, la non-application de la loi sur les faillites, l'absence de coordination entre le ministère des finances, celui de l'économie et la banque centrale...

De son côté, le jeune vice-premier ministre chargé des finances, M. Boris Fiodorov, qui affiche une assurance chaque jour plus grande, n'hésite pas , après avoir remis à sa place M. Tchernomyrdine quand ce dernier avait tenté d'introduire un contrôle des prix, a reproché à l'ancien premier ministre Egor Gaïdar de ne pas avoir tenu ses promesses de rigueur : "la rigueur monétaire n'a pas échoué, dans la mesure où elle n'a jamais existé".

Un cran au-dessus le vice-président Routskoï affirme pour sa part qu'en 1992 il n'y a en "aucune espère de réforme, mais seulement une entreprise de destruction de l'économie russe"».

CHUTE DE LA PRODUCTION PETROLIERE

Nouvel exemple de désagrégation des économies des pays de l'ex-URSS et donc de celle de Russie : en 1988 l'extraction du pétrole avait atteint 624 millions de tonnes ; en 1992 elle a chuté à 448 millions de tonnes. Cette chute est due à la vétusté des installations, à leur arriération technique, à la pagaille économique (pas de pièces détachées, pas d'entretien). En conséquence un puits sur trois serait à l'arrêt. Il n'y a plus, ou peu, d'investissements, de nouveaux forages, etc... C'est un nouveau sujet d'opposition au sein des équipes gouvernementales dirigeantes.

Au Kazakhstan quatre sociétés mixtes à participation de capital étranger auraient été constituées et fonctionneraient. En Russie une cinquantaine de sociétés de ce type existeraient sur le papier mais ne seraient pas actives. De plus, alors qu'il dirigeait encore l'industrie du gaz avant d'être nommé premier ministre, Tchernomyrdine aurait annulé un contrat conclu avec un consortium étranger pour le développement de l'exploitation de gisement de gaz en mer Arctique et confié cette exploitation à dix-neuf firmes du "complexe militaro-industriel".

RUSSIE : FORCES CENTRIFUGES

Logiquement, en République Fédérative de Russie s'exercent de puissantes forces centrifuges. L'URSS était une mosaïque de peuples, de nationalités. La fédération de Russie aussi. Il y a des Républiques ou régions autonomes de Russie, de Carélie, de Mordovie, de Kalmoukie, de Tchouvachie, de Mari, d'Oudmourtie, de Komis, de Iakoutie-Sakha, de Tchéchéno-Ingouchie, d'Ossétie du Nord, du Daghestan, du Tatarstan, de Bachkirie, de Touva, de Bouriatie. Dans tous les cas les Russes représentent une forte minorité sinon la majorité de la population.

Mais l'insuffisance du développement économique et culturel, le fait que ces régimes sont des sortes de zones de peuplement russe, l'oppression nationale, n'ont pas permis une fusion des différentes nationalités. Lorsque le cadre oppressif et contraignant du Kremlin a commencé à craquer, le système économique à s'effondrer, à l'intérieur même de la Fédération des Républiques de Russie les questions nationales comprimées, mais non résolues et au contraire exacerbées, se sont posées brutalement. Une note, d'un article paru des "Le Monde Diplomatique" de novembre 1991, signale que déjà le Tatarstan la Iakoutie ont réclamé le statut de République fédérée. Que :

> *"Au moins quatre régions autonomes sont devenues Républiques par décision du parlement russe (Adyghée, Karatachaï-Tcherkesse, Khakassie et Gorno-Altaï). L'Ossétie du Sud est officiellement dissoute, alors qu'on a recréé la République de Crimée et des territoires allemands dans la Volga et l'Altaï"*

Des entités régionales se sont formées : Association des villes du Sud de Russie, Association des villes de la Grande Russie, Union Volgienne, Association d'entraide ouralienne, Charte Sibérienne, Association économique d'Extrême Orient.
Dans un article publié par "Le Monde Diplomatique" de juillet 1992 Pierre Clermont écrit :

> *"Aujourd'hui les différentes régions se comportent comme autant de principautés semi-indépendantes. Non contentes d'ignorer délibérément les lois et les décisions qui leur déplaisent, elles peuvent aller jusqu'à prendre carrément le contre-pied de la politique officielle. Ainsi les autorités de la région de Vladivostok, après la tentative du putsch d'Août 1991, firent-elles mettre aux arrêts pour insubordination plusieurs officiers qui avaient voulu défendre le pouvoir légal. La désorganisation de l'économie aidant, les régions tendent à vivre en autarcie, prétendant même parfois disposer souverainement de leurs ressources naturelles : la région de Tioumen revendique pour elle seule le contrôle de ses gisements de pétrole lesquels représentent 75% de la production de la Russie. D'où un désordre indescriptible qui rend le pays ingouvernable.*
>
> *Aucun État ne peut évidemment tolérer pareille situation et le gouvernement de M. Elstine ne le peut pas. Les responsables qui se dressent contre lui étaient des élus du peuple, il ne pouvait les destituer. Il a donc imaginé de les coiffer par des délégués spéciaux (namiestniki et prefekty) nommés par lui, responsables devant lui, et chargés de veiller à la bonne application des décisions de centre. Mais les namiestniki se sont heurtés à l'ostracisme des barons locaux, qui se sont très efficacement employés à les neutraliser, refusant de leur communiquer les dossiers, interdisant à leurs administrations de coopérer avec eux, etc... Les représentants de Moscou se sont bientôt trouvés réduits à l'impuissance et l'opération s'est soldée globalement par un échec".*

Marie-Agnès Crosnier (CDUCEE - Documentation Française) écrit dans "Le Monde de l'économie" du 26 mai 1992 :

> *"Les républiques de Tchétchénie, de Tatarie, Bachkirie, Yakoutie, les régions de Tioumen et Sakhaline qui possèdent toutes des réserves de pétrole et certaines, en outre, de gaz cherchent à prendre le contrôle de la rente procurée par ces ressources. Leurs efforts rencontrent d'ailleurs un certain succès : elles sont vivement sollicitées par nombre d'États de l'ex-URSS qui voient là un moyen de compenser les limitations imposées par la Russie".*

Tout cela sur le fond d'un effondrement économique d'après la BERD :

> *"Le PIB de la Russie a diminué de 11% en 1991 et de 20% en 1992, les chutes de production ayant atteint jusqu'à 40% en un an dans certaines Républiques".*

ANTAGONISMES ET INTERDEPENDANCE DES REPUBLIQUES DE L'EX-URSS

En l'absence d'un parti révolutionnaire ouvrant la voie à la reprise du pouvoir par le prolétariat, à la restauration de sa dictature sous la forme de la reconstruction de véritables soviets, d'un État soviétique, la dislocation de l'ex-URSS sous la pression des questions nationales était inéluctable. La tentative d'établir une coopération entre les différentes Républiques issues de l'URSS n'a abouti qu'à de maigres résultats. Le dernier sommet de la "Communauté des États Indépendants" formée le 13/12/1991, s'est tenu le 22 janvier à Minsk. Les décisions qui y ont été prises sont limitées. La CEI ne dispose toujours pas de charte. Les gouvernements des Républiques d'Ukraine, de Moldavie, du Turkménistan n'ont pas voulu ratifier le document proposé. D'autres font objection à de nombreux points. Certains gouvernements entendent que la CEI se limite à une coopération économique. D'autre part les cinq gouvernements des Républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan) se proposent de former leur propre union économique.

Pourtant l'indépendance économique des Républiques est certaine et se fait sentir durement, la dépendance énergétique notamment. Les Républiques productrices de pétrole sont principalement la République Fédérative de Russie, le Kazakhstan, et de façon déclinante l'Azerbaïdjan. Toutes les autres Républiques dépendent quasi totalement d'elles en ce qui concerne le pétrole. La production de charbon est concentrée en Russie. Les charbonnages ukrainiens sont déclinants. Ils ne suffisent pas à satisfaire les besoins de la République d'Ukraine. Quant aux autres Républiques, de ce point de vue,

elles dépendent de la Russie. Marie-Agnès Crosnier, déjà citée, souligne :

"Depuis des années l'industrie pétrolière voit ses besoins en équipements satisfaits à 60, 70% seulement ; or les livraisons ont encore baissé ces derniers mois dont les principaux fournisseurs sont l'Azerbaïdjan et République de Tchétchène (Russie) qui sont aujourd'hui le théâtre de tensions graves.

Mais surtout ce secteur souffre d'une crise des coûts dont l'augmentation exponentielle n'a jamais été représentée sur les prix. Cette politique de l'énergie bon marché l'a privé des ressources qu'il aurait pu consacrer à sa modernisation, d'autant plus que les revenus des exportations pétrolières étaient avant tout destinés à acheter des céréales et elle a également encouragé une consommation excessive, encore augmentée par des installations énergétiques.

Les autres sources d'énergie ont aussi leurs propres problèmes : manque de capacités de stockage et de conduites pour le gaz, délabrement de 70% des mines et grèves particulièrement dures pour le charbon, gel du programme nucléaire après la catastrophe de Tchernobyl et forte contestation écologique à l'endroit du développement de l'hydroélectricité.

En fait l'ampleur des pénuries actuelles, s'explique plutôt par la désorganisation du système des transports et des échanges. Le manque de Wagons, l'engorgement du trafic ferroviaire empêchent d'acheminer le pétrole raffiné dans le bassin de la Volga vers les centres industriels du Nord-Ouest, le charbon de Sibérie occidentale vers les industries métallurgiques d'Ukraine. Oléoducs, gazoducs et réseau électrique, mal entretenus subissent de fréquentes avaries. Pour couronner le tout, des trains entiers sont détournés, des oléoducs pompés clandestinement.

"Enfin, avec la désintégration de l'URSS les flux traditionnels d'échanges sont remis en cause, l'énergie étant devenue un moyen de chantage dans le jeu complexe entre les différents États de l'ex-URSS et au sein même de la Russie. La suprématie de cette dernière (90% du pétrole, 78% du gaz, 63% de l'électricité et 56% du charbon) la place en position de force vis à vis de ses partenaires. Elle a donc fixé de façon unilatérale des quotas de livraison, parfois mal acceptés par ses clients et révisé ses prix, début mai (et depuis NDLR) sans la moindre concertation. Le comportement de la Russie fait des émules : le Turkménistan, qui produit 11% ; du gaz naturel de l'ensemble, a tenté en janvier d'exiger de ses partenaires un paiement en devises. Mais il n'a finalement réussi à obtenir qu'une réévaluation de ses prix".

INTERDEPENDANCE ET INEGALITE DE DEVELOPPEMENT

L'interdépendance économique des pays de l'ex-URSS est totale, mais leur développement est inégal et particularisé. De façon générale les Républiques du Caucase et d'Asie centrale sont pourvoyeuses de matières premières et de produits agricoles à celles qui sont les plus industrialisées - la Biélorussie, l'Ukraine, la Russie - tandis que celles-ci fournissent des moyens de production et de consommation manufacturés. En outre ces dernières concentrent l'essentiel de la production d'armements. Les échanges entre les différentes Républiques sont inégaux le plus souvent en faveur de celles qui sont les plus industrialisées et principalement de la République fédérale de Russie. D'autre part lorsque l'URSS existait encore, les Républiques de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine monopolisaient quasiment le commerce extérieur - 95% des exportations, 90% des importations (pour la seule Russie respectivement 80 et 70%).

Les courants d'échanges ne se modifient pas radicalement et rapidement facilement. De plus le marché mondial est saturé et ne saurait absorber massivement les marchandises venant des Républiques de l'ex-URSS d'autant que le plus souvent elles sont de qualités médiocres pour ne pas dire mauvaises, à quelques exceptions près. La remise en cause de l'unité économique de l'ex-URSS a été un facteur majeur de la chute économique des Républiques qui la composaient.

LA QUESTION DU ROUBLE

L'unité monétaire n'y a pas résisté. Il était impossible que les différentes Républiques émettent des roubles sous contrôle dès lors que la centralisation économique était brisée. Inversement l'inflation en Russie a un rythme sud-américain, la dépréciation du rouble par rapport au dollar était insupportable pour les finances et les économies des autres Républiques. C'est ainsi que la plupart des Républiques se sont engagées vers l'émission de leur propre monnaie en passant par l'émission de "bons" aux noms divers servant d'instruments fiduciaires. Inversement la Russie a tout fait pour imposer ses conditions à l'émission de roubles par les banques centrales des Républiques.

Un accord de principe a été conclu entre les membres de la CEI le 6 juillet 1992 à Moscou. Dans un autre article, publié dans le "Monde de l'économie" du 22 septembre Marie-Agnès Crosnier écrit :

"Tout État disposé à émettre sa propre monnaie doit en informer ceux qui appartiennent toujours à la zone rouble dans un délai de trois mois, engager avec eux des négociations sérieuses sur leurs relations monétaires passées et futures et rendre à la Russie les roubles qu'ils auront retirés de la circulation moyennant peut-être rétributions, ce point n'ayant pas encore été précisé.

Rester dans la zone rouble, en revanche, impliquera pour les pays candidats, quand bien même ils utiliseraient dans leurs relations internes une monnaie au nom et aux caractéristiques physiques différents de ceux du rouble, de renoncer à toute autonomie monétaire. En effet leurs institutions d'émission seront subordonnées à la Banque centrale de Russie, qui n'autorisera d'augmentation de la masse monétaire en circulation que dans le cas où la balance des paiements des pays concernés présentera un excédent durable sur la Russie de même qu'il reviendra aux autorités russes

d'établir le taux d'intérêt des banques centrales de la zone et le montant des réserves obligatoires, ainsi qu'un cours fixe de change entre les monnaies nationales et le rouble".

Le droit des banques centrales des différentes Républiques est une survivance du système économique et financier centralisé et planifié à l'échelle de l'URSS. Les banques centrales des Républiques n'étaient que des succursales de la Banque Centrale de l'URSS auxquelles celle-ci déléguait le droit d'émettre sous son contrôle de la monnaie, c'est à dire des roubles. En se proclamant indépendantes les Républiques ont pris le contrôle des moyens de production et d'échange existant sur leurs territoires donc du système financier, de la succursale de la Banque centrale de l'URSS, du droit de "battre monnaie".

L'accord sur le rouble est seulement un accord de principe. Il témoigne d'une insurmontable contradiction, au moins au moment actuel. Chaque République veut avoir sa propre politique économique orientée selon les besoins de la clique dirigeante. En même temps se manifeste brutalement l'interdépendance économique de l'ex-URSS. En conclusion Marie-Agnès Crosnier écrit :

"Pour l'heure, selon le ministre russe des relations économiques extérieurs, seule la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan auraient l'intention de rester dans la zone rouble, les trois autres États d'Asie centrale demandant à s'y maintenir de façon provisoire. Quant aux autres ils tourneraient la page".

C'est ainsi qu'au dernier sommet des Républiques de la CEI :

"Les chefs d'État ont légèrement progressé sur les modalités de fonctionnement d'une banque inter étatique dont la création avait été décidée lors d'un précédent sommet. La Russie y disposerait de 50% des droits de vote mais les décisions devraient être prises à la majorité des deux tiers. Les États se sont mis d'accord pour que le rouble émis par la Banque centrale de Russie soit utilisé comme monnaie interétatique dans les transactions passant par la future banque. Un accord a aussi été trouvé en ce qui concerne les règles communes pour le marché des actions".

"Le Monde" des 24 et 25 janvier 1993.

DANS TOUTES LES REPUBLIQUES CHUTE CATASTROPHIQUE DE LA PRODUCTION

La dislocation économique de l'ex-URSS a été un des facteurs les plus importants de la chute économique des différentes Républiques. La dislocation de la zone rouble, l'inflation à un rythme sud-américain, la dépréciation du rouble en sont d'autres.

L'Ukraine est typique de ce point de vue. C'est dans cette République qu'en 1992 l'inflation s'est développée le plus rapidement possible parmi les Républiques les plus industrialisées. Entre 30% et 50% par mois avec un doublement chaque mois du coût de la vie. La production industrielle a chuté de 20% et *"elles ont presque exclusivement consisté en matières premières ou bien en produits semi-finis et pour l'essentiel sous forme de troc"*. Pour différentes raisons dont la fraude, les pots de vin, les exportations qui auraient dû rapporter 5 milliards de dollars à l'État n'en ont rapporté que 100 millions. Le déficit budgétaire se serait élevé en 1992 à 150% des recettes. L'Ukraine a été une des premières Républiques à s'engager vers la création de sa propre monnaie en émettant des "coupons" (les corbovans) qui servent de moyens de circulation à la place du rouble. Ils se dévaluent encore plus rapidement que le rouble.

Comme les autre Républiques l'Ukraine a souffert des restrictions de livraison de pétrole et de gaz (ce dernier venait du Turkménistan) et de la hausse de leurs prix. Elle s'en est procuré en Azerbaïdjan et en Iran. Mais en Iran il lui faut payer en devises. Il lui faut aussi construire les pipelines qui amènent le gaz de ces deux pays.

Le Kazakhstan bénéficie de conditions économiques relativement favorables : une importante industrialisation, une agriculture développée, de considérables réserves de pétrole et de gaz naturel, des gisements de charbon et de différents métaux. Les exportations constituées pour moitié de minerais, pour un tiers de métaux, mais pour 2% seulement de fabrications mécaniques ont été supérieures en 1992 à ce qu'elles ont été en 1991. La récolte de céréales aurait atteint un chiffre record : 32,5 millions de tonnes. Dans cette République s'est investie une grande partie des capitaux étrangers qui se sont investis dans les Républiques de l'ex-URSS. Néanmoins la chute de la production a été de 18%, les prix ont été multipliés par 6,6 et les revenus réels de la production ont diminué d'environ un tiers. Les liens économiques et financiers avec la République fédérative de Russie se sont maintenus quoi que affaiblis.

Biélorussie : A en croire le *"Bilan économique et social 1992"* du "Monde" la Biélorussie serait, du point de vue économique une *"calme exception"* :

"L'ordre qui a présidé à des évolutions en gros semblables à celles intervenues partout ailleurs, a sans doute contribué au fait que la Biélorussie a été une des rares nouvelles Républiques à avoir un budget en équilibre en 1991. En 1992 la situation s'est dégradée, car elle doit acheter son gaz et son pétrole à la Russie, même si Moscou a promis à ce voisin qui lui pose le moins de problèmes des livraisons à prix de faveur.

En novembre, le solde des comptes avec Moscou accusait 50 milliards de roubles au détriment de Minsk. Mais le premier ministre Kébitch a affirmé que la production industrielle - importante et assez diversifiée - avait cessé de chuter et atteignait de janvier à octobre 94,3% de son niveau des mois correspondants de 1991, ce qui serait un phénomène unique en ex-URSS, dû au maintien d'une plus grande centralisation."

En Asie centrale, la production a baissé de 21% en Ouzbékistan, l'inflation y exerce ses ravages ; en Turkménistan la situation économique et financière est à peu près semblable. L'économie de ces républiques est surtout agricole et exportatrice de matières premières et le Turkménistan bénéficie de gisements de gaz naturel dont une partie des volumes extraits est vendue sur le marché mondial et aux prix mondiaux.

LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE ET DU CAUCASE

Mais la situation est catastrophique dans le Tadjikistan qui a été affecté par une guerre dévastatrice et qui a fait des dizaines de milliers de morts, provoqué l'exode de quatre cents mille personnes. Elle l'est également au Kirghizistan où, en 1991, d'importants affrontements inter-ethniques ont eu lieu, en Géorgie où la guerre civile et ensuite contre les Abkhazes, les Ossètes du Sud ne cesse pas. Le fond de la dégradation économique a certainement été atteint en Arménie en guerre, depuis 1990, à propos du Haut-Karabakh, contre l'Azerbaïdjan, et qui, de plus, est soumise à un véritable blocus alors que son commerce extérieur portait sur plus de 50% de son PNB. Dans ces Républiques la production a chuté de plus de 60%. En Géorgie par exemple : diminution de 60% de la production, chute de 50% des exportations, hausse annuelle des prix de 1500%. En dépit d'avantages naturels importants – gisements pétroliers – la possibilité de vente sur le marché mondial à des prix mondiaux, d'investissements étrangers importants, l'Azerbaïdjan est dans une situation économique et financière désastreuse, en partie en raison de la guerre.

Un fait est particulièrement important : dans toutes les Républiques et surtout dans celles économiquement les plus développées – Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan – la progression de la "privatisation" n'est pas plus rapide qu'elle ne l'est en Russie. Elle touche principalement le secteur de la distribution. Elle alimente nombre de spéculations. Mais le secteur de la production reste dans l'ensemble propriété étatique.

LES PAYS BALTES

Il est intéressant de noter à l'aide de quelques indicateurs combien est proche de l'effondrement l'économie des pays baltes. Ils ne sont pas membres de la CEI. Ils ont, ou sont en train, d'émettre leurs propres monnaies détachées du rouble.

> *"Leurs relations économiques avec la Russie ont été rompues, notamment les livraisons d'énergie et remplacées par des contrats bilatéraux. La démarche est particulièrement coûteuse puisque les Baltes importent pratiquement toute leur énergie.*
>
> *Elle a aussi provoqué un effondrement de la production faute de pièces détachées et de débouchés. L'essence est partout rationnée et les pénuries sont fréquentes."* relate "Le bilan économique et social" du "Monde" de 1992.

Certes ils sont sortis de la zone rouble et ont noué de nouvelles relations économiques internationales, ils ont bénéficié de crédits s'élevant entre 40 et 80 millions de dollars, selon les pays, que le F.M.I., leur a accordés parce qu'ils se sont engagés à appliquer un strict programme de réformes économiques, mais les contrecoups sont durs : *"en 1992 la chute de la production y a été particulièrement sévère (entre 25% et 30% par rapport à 1991 selon les estimations) et l'inflation aussi élevée qu'en Russie (20% par mois environ à l'automne)"*. Or le standard de vie des populations était le plus élevé de ceux des Républiques qui composaient l'URSS. D'autre part la privatisation n'a été réalisée jusqu'alors que dans le commerce de détail et le logement. Les entreprises de production ne le sont pas encore. En Lettonie le secteur privé ne représenterait encore que 5% de l'activité économique.

LE ROLE DE LA RUSSIE ET DU VIEIL APPAREIL STALINIEN

Dans la plupart des Républiques de l'ex-URSS de fortes minorités russes sont implantées : en Ukraine 28% de la population, en Biélorussie 13,2%, en Moldavie 25%, en Azerbaïdjan 5,6%, en Arménie 1,6%, en Géorgie 6,3%, en Ouzbékistan 8,3%, au Kazakhstan 37,8%, en Turkménie 9,5%, au Tadjikistan 7,6%, au Kirghizistan 21,4%. Dans les pays baltes les pourcentages s'élèvent à : Lituanie 9,3%, Lettonie 38,8%, Estonie 30,3%. En outre les russes exercent en général les principales fonctions économiques. Cela s'ajoutant au poids relatif que pèse économiquement la Russie par rapport à l'ensemble des Républiques de l'ex-URSS (celles qui ne sont pas membres de la CEI comprises) fait que son influence se maintient et reste grande dans les pays de l'ancienne URSS.

D'importantes et graves questions opposent les gouvernements des différentes Républiques à celui de la Russie et entre eux. Celui du contrôle de la flotte de la mer Noire met aux prises les gouvernements russe et ukrainiens. Celui du contrôle et de la destruction des armes atomiques également. Léonid Kravtchouk, président de la République d'Ukraine, et Elstine sont parvenus à un consensus provisoire en ce qui concerne la flotte de la mer Noire mais ils continuent à s'affronter à propos des armes atomiques, de leur possession et des crédits que l'impérialisme américain a promis pour aider à couvrir le prix de leur destruction. Le président de la République de Biélorussie, et celui du Kazakhstan, Nazarbaïev entendent aussi garder le contrôle des armes atomiques entreposées sur leurs territoires. Théoriquement le maréchal Chapochnikov reste commandant en chef des armées de la CEI. Mais il n'y a plus d'armée intégrée. Chaque République a formé sa propre armée en s'emparant d'une partie des armes de l'ex-URSS, stationnées sur son territoire. La Crimée et la partie très industrialisée de l'est de l'Ukraine sont peuplées en majorité de russes. Pour l'instant cela reste au frigidaire. Mais c'est une sérieuse pomme de discorde entre la Russie et l'Ukraine. D'autres problèmes opposent l'Ukraine, les autres Républiques, la Russie : la répartition des biens à l'étranger de l'ex-URSS : le paiement de la dette extérieure que l'URSS avait contractée par exemple.

Outre la guerre ouverte entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan que la Russie laisse se développer – elle a même retiré ses troupes de la région – d'autres guerres font rage, dans lesquelles elle intervient plus ou moins ouvertement. C'est elle qui soutient les Abkhazes qui réclament au gouvernement géorgien l'indépendance. Elle soutient également l'Ossétie du sud qui entend rompre avec la Géorgie et fusionner avec l'Ossétie du nord qui est une des Républiques de la Fédération de Russie. En Moldavie la 14ème armée de l'ex-URSS intervient pour soutenir les russes, 25% de la population, les ukrainiens, 28%, contre les moldaves qui constituent 40% de la population (les modalves sont d'origine roumaine). Après l'échec du putsch d'Août 1991 la Moldavie a proclamé son indépendance.
Dans la terrible guerre civile qui a ensanglanté et dévasté le Tadjikistan, c'est encore l'armée russe qui a fait la différence – en l'occurence la 201ème division blindée. C'est elle qui a permis aux troupes des dirigeants du vieil appareil du PC de

défaire celles de la coalition "démocrate-islamique" (comme l'appelle la presse), de reprendre Douchanbé et d'installer au pouvoir un nouveau président : Emomal Rakhmonov. Des troupes russes sont massées en Ossétie du nord. Elles ont pénétré en République d'Ingouchie, membre de la République fédérale de Russie, où des "troubles" s'étaient produits. Après que les Ossètes sous la protection des troupes russes aient remis de "l'ordre", des élections à la présidence de la République ont eu lieu. Une dépêche AFP annonce :

> *"Le général Rouslan Aouchev élu président de l'Ingouchie. – Le général Rouslan Aouchev, trente-huit ans, ancien combattant d'Afghanistan, a été élu président de la République d'Ingouchie avec 99,94% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels diffusés lundi 1er mars par l'administration ingouche. Quelque 97,1% des électeurs se sont déplacés pour participer à cette élection, au suffrage universel, la première depuis la renaissance de cette petite République supprimée par Staline, réunie avec la Tchétchénie dans la Tchétchéno-Ingouchie, puis à nouveau autonome après la scission des Tchétchènes en septembre 1991.*

Les troupes russes menacent d'intervenir en Tchétchénie, qui s'est déclarée indépendante de la République Fédérative de Russie et a élu président le général Doudaïev.

Actuellement avec l'appui de l'appareil dirigeant du Kazakhstan, de son président Nazarbaïev et le concours du Kremlin, quatre des cinq pays d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan – sont dirigés par des apparatchiks de l'ex-URSS et de l'ex-PC de l'URSS, qui assurent "l'ordre". La direction politique de la Géorgie est désormais présidée par cet autre apparatchik de haut vol qui s'appelle Chévardnazé. "L'ordre" n'y est pas pour autant assuré et le gouvernement géorgien est en conflit avec celui du Kremlin. C'est tout de même le vieil appareil de la bureaucratie stalinienne qui est en charge de rétablir "l'ordre". De même en Biélorussie, en Ukraine, ce sont des fractions de l'ancienne bureaucratie du Kremlin qui sont au pouvoir. Par contre, en Azerbaïdjan l'apparatchik Moutalibov a été chassé du pouvoir par une insurrection, que le Front Populaire a dirigée. Il était considéré comme responsable des défaites subies par les azéris, face aux arméniens au début de l'année 1991. Le Front Populaire est dominé par les islamistes. Il a pris le pouvoir le 6 mars 1991 et le nouveau président Elchibey a été élu "triomphalement" le 7 juin 1992. Ce peuple est coupé en deux, la plus grande partie vit en Iran et le "Front Populaire" traduit l'influence de la République islamiste. Avec l'accord implicite de l'impérialisme Elstine a déclaré le 1er mars qu'il revendiquait pour la Russie, le droit de mettre de "l'ordre" dans les Républiques de l'ex-URSS.

UNE SOLUTION DANGEREUSE

La Russie, les différentes Républiques de l'ex-URSS sont devenues de gigantesques marmites où tout bouillonne : les questions nationales insolubles dans le cadre actuel ; les problèmes économiques et sociaux que soulèvent la rupture de la planification à l'échelle de l'ex-URSS et dans chaque République et la suppression du monopole d'État du commerce extérieur, l'édification, par contre, de nouvelles frontières économiques à l'intérieur de l'ex-URSS ; la chute de la production, l'introduction de "l'économie de marché" (euphémisme pour désigner la restauration de l'économie capitaliste), l'engagement de la privatisation etc.. etc.

La Russie et les autres Républiques sont politiquement instables. Ce sont des fragments de la bureaucratie stalinienne qui se sont saisis lors de la dislocation de l'URSS du pouvoir politique dans les Républiques. L'appareil d'État de l'ex-URSS s'est fragmenté et ces fragments constituent les appareils d'État des diverses Républiques. Les fragments de la bureaucratie stalinienne sont devenus dans chaque République ultra-nationalistes. Pourtant comme le montre bien l'exemple russe, les fragments de la bureaucratie sont eux-mêmes divisés en fractions aux intérêts spécifiques qui s'affrontent dans chaque République. En même temps que les fragments de la bureaucratie stalinienne, qui sont au pouvoir dans les Républiques de l'ex-URSS, s'opposent quelque fois violemment les unes les autres, toutes redoutent que la chute de l'une d'entre elles n'entraîne la chute des autres.

Les puissances impérialistes sont anxieuses. La crise politique qui se développe en Russie et oppose différentes fractions de la bureaucratie ne va-t-elle pas entraîner la chute de Boris Elstine et celle du pouvoir politique en place qui est déjà si faible ? Ce serait un saut dans l'inconnu. Or la Russie reste la puissance principale, décisive de cet ensemble. Par conséquent les répercussions se feraient sentir dans toutes les Républiques européennes, du Caucase, d'Asie central et accroîtraient encore l'instabilité (et jusqu'à quel point ?) de l'ensemble et de chaque République.

Jusqu'alors le prolétariat n'a pas engagé de combat pour ses objectifs fondamentaux de classe. Sa confusion politique reste extrême et cela dans toutes les Républiques de l'ex-URSS. Un exemple "Le Monde" du 3 mars reproduisait la nouvelle suivante :

> *"<u>Grève des mineurs</u> Les mineurs de plusieurs bassins houillers de Russie se sont mis en grève, lundi 1er mars, en présentant un catalogue de revendications en dix-huit points exigeant notamment un "programme de passage à l'économie de marché dans le secteur minier". Les représentants de deux syndicats de la branche ont appelé les grévistes à reprendre le travail après être parvenus à un accord avec le gouvernement"* (AFP)

C'est d'ailleurs seulement cette confusion qui permet à la bureaucratie du Kremlin, à ses différentes fractions et factions de se maintenir.

Comme en Russie, dans les autres Républiques le chaos politique menace. L'impérialisme a toujours la ressource d'appuyer la caste des officiers, le KGB qui demeurent. Ils sont en mesure d'organiser et de tenter un coup d'État pour "rétablir l'ordre" notamment en Russie. Mais cette solution est dangereuse. La grande interrogation est : que ferait le prolétariat, que feraient les masses ? La menace de leur intervention a suffi, en Août 1991, pour faire foirer la tentative du coup d'État. Rien ne prouve que pour contrer une nouvelle tentative ils n'engageraient pas le combat, ne s'organiseraient pas en conseils, en soviets retrouvant la tradition des révolutions de 1905 et 1917.

****

Cela n'enlève rien à la conclusion de l'article *"Russie : où en est la privatisation ?"* paru dans le n° 46 de CPS, mais la souligne :

> *"Au prolétariat de Russie il faudrait une ligne et un programme clairs dont toutes les revendications mènent toujours à une seule et même conclusion : balayer toutes les couches de la bureaucratie ; ne pas laisser pierre sur pierre de l'État bureaucratique, de sa police, de son armée, de son appareil administratif et judiciaire, de sa légalité ; prendre le pouvoir politique ; rétablir la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie ouvrière ; reconstruire un authentique pouvoir des Soviets, un État Soviétique. Telle est la seule voie pour mettre fin à la restauration capitaliste, rétablir une économie dont le plan de production soit élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier, en vue de satisfaire les immenses besoins des masses ouvrières et paysannes.*
>
> *A défaut la gabegie, l'anarchie actuelles, la faillite générale (qui ne peuvent que s'aggraver quelle que soit la faction de la bureaucratie qui dirige) engendreront la menace d'un coup d'État militaire ou/et du KGB, car le corps des officiers, l'appareil répressif sont toujours en place. Une dictature ouverte, provenant d'un tel coup d'État, se ferait l'instrument de la restauration capitaliste qui n'aurait pas été réalisée par les moyens politiques mis en œuvre aujourd'hui. Elle le ferait dans le sang et sur les os du prolétariat qui serait réduit à une misère insondable et sans fin."*

Il faut ajouter que le combat pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, en Russie et dans les autres Républiques de l'ex-URSS, se situant sur le programme de la révolution politique est d'autant plus nécessaire. Le prolétariat ne pourra reprendre le pouvoir et résoudre les multiples et difficiles problèmes qui surgissent - de celui des nationalités à ceux d'une économie planifiée fonctionnant sous contrôle ouvrier, à la renaissance d'une véritable union des peuples de l'ex-URSS - que s'il dispose d'un tel parti.

Le 20 avril 1993.

✂----------

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : **Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**

Directeur de la Publication : Stéphane JUST
Commission Paritaire n° 67187
n° I.S.S.N. : 0763790 X
Imprimerie Spéciale

SOMMAIRE

C.P.S. N° 47 - 24 AVRIL 1993

FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES (PARTIS ET SYNDICATS) CONTRE LE GOUVERNEMENT RPR-UDF ET SA POLITIQUE 1
Une étape politique terminée, une autre commence 1
Victoire électorale de la bourgeoisie 2
Défaite écrasante du PS 2
...Et du prolétariat et de la jeunesse 3
C'est dans la nature du PS, du PCF, des appareils syndicaux 3
L'alternative 4
«Dès le premier tour votez Mitterrand» (la direction de l'OCI) 4
A la gauche de "l'union de la gauche" 5
De la "ligne de la démocratie" à la liquidation du PCI 6
Renforcer l'Etat bourgeois 7
Alléger le coût du travail 8
Dislocation de l'enseignement public 9
"Rupture avec la précédente gestion" 9
"Quasi-stagnation" 10
"Récession" 11
"Participation" nouvelle étape 11
Le PS et le PCF partenaires du gouvernement Balladur 11
Crise du PS 12
Les contradictions qui menacent la bourgeoisie 12
Tableaux 14
UN GOUVERNEMENT DE GUERRE CONTRE LES ENSEIGNANTS 15
Le programme du gouvernement Balladur 15
Qui est Guy Bourgeois ? 15
APRES AVOIR ETE MYSTIFIES, LES CONDUCTEURS DE LA RATP POIGNARDES 16
PREPARER L'AFFRONTEMENT AVEC LE GOUVERNEMENT ULTRA-REACTIONNAIRE BALLADUR-BAYROU-FILLON 21
Le programme de la majorité UDF-RPR pour l'Université 21
...Une rupture avec ce qui a été déjà fait contre les étudiants depuis 1988 21
«L'UNEF au bord de l'implosion» 22
Encore et toujours une question centrale : la participation 23
L'UNEF et la participation a grands traits, un peu d'histoire... 23
Combattant contre la participation, l'UNEF se reconstruit... 24
...Mais en 1981, l'UNEF renonce au combat contre la participation 24
Pour s'opposer à la destruction de l'UNEF un préalable : se préparer à affronter le gouvernement Balladur... 25
...Pour cela, rompre avec la participation 25
LA RUSSIE ET LES REPUBLIQUES DE L'EX-URSS 26
Le référendum du 25 avril 26
Le compromis lacéré 27
Elstine exige et menace 27
Nouvelle session extraordinaire du "congrès" 28
Lutte à l'intérieur du gouvernement 29
Le "laxisme" de la banque centrale de Russie 29
Chute de la production pétrolière 29
Russie : forces centrifuges 30
Antagonismes et interdépendance des Républiques de l'ex-URSS 30
Interdépendance et inégalité de développement 31
La question du rouble 31
Dans toutes les Républiques chute catastrophique de la production 32
Les républiques d'Asie centrale et du Caucase 33
Les pays baltes 33
Le rôle de la Russie et du vieil appareil stalinien 33
Une solution dangereuse 34